



CHAPITRE 81

Loi modifiant la charte de la cité de Québec

[Sanctionnée le 17 juin 1965]

Pré-
amble.

ATTENDU que la cité de Québec a, par sa pétition, représenté qu'il est dans son intérêt et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 19 George V, chapitre 95, et les lois qui la modifient, soient de nouveau modifiées;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Emprunts
autori-
sés.

1. Sous réserve de l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, la cité est autorisée à emprunter les sommes suivantes:

a) \$500,000 pour l'élargissement de la rue Saint-Cyrille, entre l'avenue Bourlamaque et l'avenue des Érables. Ce montant comprend l'acquisition des immeubles requis, les travaux d'aqueduc et de drainage et le pavage;

b) \$400,000 pour la construction d'un édifice destiné à servir de quartier général à la Sûreté municipale et à d'autres fins municipales;

c) \$250,000 comme contribution à la canalisation de la rivière du Moulin;

d) \$400,000 pour travaux de nature capitale à être exécutés sur les terrains de jeux de la cité.

CHAPTER 81

An Act to amend the charter of the city of Quebec

[Assented to 17th June 1965]

WHEREAS the city of Quebec has, by its petition, represented that it is in its interest and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 19 George V, chapter 95, and the acts amending it, be again amended;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Subject to the approval of the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission, the city is authorized to borrow the following sums:

Loans
author-
ized.

(a) \$500,000 for the widening of St. Cyrille street, between Bourlamaque avenue and des Érables avenue. Such amount shall include the acquisition of the immovables required, the waterworks and drainage and paving;

(b) \$400,000 for the erection of a building to be used as headquarters of the municipal police and for other municipal purposes;

(c) \$250,000 as a contribution towards the canalization of the Moulin river;

(d) \$400,000 for capital works to be carried out on the playgrounds of the city.

Emission
d'obliga-
tions.

2. Pour les fins de l'article précédent, la cité peut émettre, par règlement du conseil, des obligations portant intérêt à un taux approuvé par la Commission municipale de Québec, payable semi-annuellement et remboursables par séries dans une période n'excédant pas quarante ans. Ces obligations peuvent aussi être émises avec fonds d'amortissement.

1929, c.
95, a. 6,
remp.

3. L'article 6 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 3 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 69, est de nouveau remplacé par le suivant :

Division
en dis-
tricts :

« **6.** Pour les fins électorales, la cité est divisée en trois districts décrits comme suit :

District
Cham-
plain ;

DISTRICT CHAMPLAIN : partant du point d'intersection de la cime du coteau Sainte-Geneviève avec la limite la plus au sud-ouest de la cité de Québec ; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : la cime du coteau Sainte-Geneviève en allant vers l'est et la cime du Cap Diamant ou murs de l'ancienne ville de Québec jusqu'au prolongement de la ligne sud du terrain occupé par le ministère des transports du gouvernement du Canada ou ligne séparant les paroisses de Notre-Dame-de-la-Garde et Notre-Dame-des-Victoires ; ledit prolongement et ladite ligne sud jusqu'aux limites actuelles de la cité de Québec dans le fleuve Saint-Laurent ; puis suivant lesdites limites actuelles jusqu'aux limites de la cité de Sillery ; une ligne brisée séparant la cité de Québec des cités de Sillery et de Sainte-Foy jusqu'au point de départ.

District
Saint-
Roch ;

DISTRICT SAINT-ROCH : partant du point d'intersection de la cime du coteau Sainte-Geneviève avec le côté sud-ouest de l'avenue Saint-Sacrement ; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes : en suivant les limites actuelles de la cité de Québec, le côté sud-ouest de l'avenue Saint-Sacrement jusqu'au côté nord de la rue Saint-Vallier ; le côté nord de la rue Saint-Vallier jusqu'au côté sud-ouest de l'avenue du Pont Scott ; ledit côté sud-ouest de ladite avenue et son prolongement à travers la rivière Saint-Charles ; l'ancienne ligne des hautes eaux de la rivière Saint-Charles en descendant

2. For the purposes of the preceding section, the city, by by-law of its council, may issue bonds bearing interest at a rate approved by the Quebec Municipal Commission, payable half-yearly, redeemable in series within a period of not more than forty years. Such bonds may also be issued with a sinking-fund.

Bond
issue.

3. Section 6 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 3 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 69, is again replaced by the following :

1929, c.
95, s. 6,
replaced.

« **6.** For electoral purposes, the city is divided into three districts described as follows :

Electoral
districts :

CHAMPLAIN DISTRICT : starting from the point of intersection of the summit of Sainte-Geneviève hill with the most south-westerly limit of the city of Quebec ; thence along the following lines and demarcations successively : the summit of Sainte-Geneviève hill easterly and the crest of Cape Diamond or the walls of the old city of Quebec to the extension of the south line of the land occupied by the Department of Transport of the Government of Canada or the line separating the parishes of Notre-Dame-de-la-Garde and Notre-Dame-des-Victoires ; the said extension and the said line to the present limits of the city of Quebec in the St. Lawrence river ; then along the said present limits to the limits of the city of Sillery ; a broken line separating the city of Quebec from the cities of Sillery and Sainte-Foy to the starting point.

Cham-
plain
District ;

SAINT-ROCH DISTRICT : starting from the point of intersection of the summit of Sainte-Geneviève hill with the southwest side of Saint-Sacrement avenue ; thence, successively along the following lines and demarcations : following the present limits of the city of Quebec, the southwest side of Saint-Sacrement avenue to the north side of Saint-Vallier street ; the north side of Saint-Vallier street to the southwest side of Scott Bridge avenue ; the said southwest side of the said avenue and its extension across the river St. Charles ; the former high water mark of the river St. Charles downstream to

Saint-
Roch
District ;

son cours jusqu'à la ligne séparant la cité de Québec de la ville de Québec-Ouest; le prolongement de ladite ligne séparative à travers la rivière Saint-Charles; la rive sud de la rivière Saint-Charles en descendant son cours jusqu'aux limites de la cité de Québec dans le fleuve Saint-Laurent; puis suivant lesdites limites jusqu'à la ligne sud du terrain occupé par le ministère des transports du gouvernement du Canada ou ligne séparant les paroisses de Notre-Dame-de-la-Garde et Notre-Dame-des-Victoires; ladite ligne sud et son prolongement jusqu'à la cime du cap Diamant ou murs de l'ancienne ville de Québec, et enfin la cime du cap Diamant et celle du coteau Sainte-Geneviève jusqu'au point de départ.

District
Limoilou.

DISTRICT LIMOILOU: partant du point d'intersection de la ligne séparative des cités de Québec et de Giffard avec la rive du fleuve Saint-Laurent; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: le prolongement de ladite ligne séparative jusqu'à la ligne des basses marées dudit fleuve; ladite ligne des basses marées en allant vers le sud jusqu'aux quais de la compagnie Anglo Canadian Pulp and Paper Mills Limited; une ligne brisée suivant la ligne extérieure desdits quais et la rive nord de la rivière Saint-Charles jusqu'à la ligne séparant la cité de Québec de la ville de Québec-Ouest; une ligne brisée séparant la cité de Québec de la ville de Québec-Ouest, de la municipalité de Charlesbourg-Ouest, de la cité de Charlesbourg, de la cité de Giffard et de la municipalité de la paroisse de Saint-Michel-Archange jusqu'au point de départ.

Interpré-
tation.

Le mot « quartier », chaque fois qu'il se rencontre dans la présente charte, est remplacé par le mot « district ».

1929, c.
95, a. 14,
rempl.

4. A compter de l'élection générale de novembre 1965, l'article 14 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 7 de la loi 14 George VI, chapitre 77, est de nouveau remplacé par le suivant:

Représen-
tation et
adminis-
tration.

« **14.** La cité est représentée et ses affaires sont administrées:

a) par un conseil composé du maire et de quatre conseillers par district, lesquels

the dividing line between the city of Quebec and the town of Quebec West; the prolongation of the said dividing line across the river St. Charles; the south shore of the river St. Charles downstream to the limits of the city of Quebec in the St. Lawrence River; then along the said limits to the southern line of the land occupied by the Department of Transport of the Government of Canada or the dividing line between the parishes of Notre-Dame-de-la-Garde and Notre-Dame-des-Victoires; the said southern line and its extension to the summit of Cape Diamond or the walls of the old city of Quebec, and finally the summit of Cape Diamond and that of Sainte-Geneviève hill to the starting point.

LIMOILOU DISTRICT: starting from the point of intersection of the dividing line between the cities of Quebec and Giffard with the shore of the St. Lawrence River; thence, successively along the following lines and demarcations: the extension of the said dividing line to the low water mark of the said river; the said low water mark southward to the wharves of the Anglo Canadian Pulp and Paper Mills Limited; a broken line following the outer line of the said wharves and the north bank of the river St. Charles to the dividing line between the city of Quebec and the town of Quebec West; a broken line separating the city of Quebec from the town of Quebec West, the municipality of Charlesbourg West, the city of Charlesbourg, the city of Giffard and the municipality of the parish of Saint Michel-Archange to the starting point.

Limoilou
District.

The word "ward", wherever it occurs in this charter, is replaced by the word "district".

Inter-
pretation.

4. From and after the general election in November 1965, section 14 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 7 of the Act 14 George VI, chapter 77, is again replaced by the following:

1929, c.
95, s. 14,
replaced.

« **14.** The city shall be represented and its affairs administered:

Adminis-
tration.

(a) by a council consisting of the mayor and four councillors per district, who

restent en fonction pendant quatre ans ou jusqu'à l'élection de leurs successeurs;

b) par un comité exécutif composé du maire comme président et de trois conseillers;

c) par un gérant nommé en vertu de l'article 173a.

Interprétation.

Les mots « comité administratif », chaque fois qu'ils se rencontrent dans la présente charte, signifient « comité exécutif ».

Idem.

Le mot « échevin », chaque fois qu'il se rencontre dans la présente charte, désigne un « conseiller ». »

shall remain in office for four years or until their successors are elected;

(b) by an executive committee consisting of the mayor as chairman and three councillors;

(c) by a manager appointed under section 173a.

The words "administrative committee", wherever they occur in this charter, mean "executive committee".

The word "alderman", wherever it occurs in this charter, means a "councillor".

1929, c. 95, aa. 15 et 16, remp.

5. A compter du 1er décembre 1965, les articles 15 et 16 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacés par l'article 4 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 69, sont de nouveau remplacés par les suivants:

Traitements et allocations de dépenses.

« 15. La cité paye annuellement au maire, aux membres du comité exécutif et du conseil les traitements et les allocations de dépenses qui suivent:

5. From and after the 1st of December 1965, sections 15 and 16 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 4 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 69, are again replaced by the following:

« 15. The city shall pay annually to the mayor and the members of the executive committee and those of the council the following salaries and expense allowances:

<i>Traitement annuel</i>	<i>Allocation annuelle</i>	<i>Total</i>
<i>Annual salary</i>	<i>Annual allowance</i>	

Le maire—Mayor

Comme membre du conseil.....	\$3,000	\$1,500	\$ 4,500
As a member of the council			
Comme maire et président du comité exécutif	9,000	4,500	13,500
As mayor and chairman of the executive committee			
			<u>\$18,000</u>

Les membres du comité exécutif Members of the Executive Committee

Comme conseillers.....	3,000	1,500	\$ 4,500
As members of the council			
Comme membres du comité.....	7,000	3,500	10,500
As members of the committee			
			<u>\$15,000</u>

	<i>Traitement annuel</i> — <i>Annual salary</i>	<i>Allocation annuelle</i> — <i>Annual allowance</i>	<i>Total</i>
<i>Le président du conseil</i> <i>Chairman of the Council</i>			
Comme conseiller As a member of the council	3,000	1,500	\$ 4,500
Comme président As chairman	500	1,000	1,500
			<hr/> \$ 6,000
<i>Les membres du conseil</i> <i>Members of the council</i>	3,000	1,500	<hr/> \$ 4,500. <hr/>

Rem-
bourse-
ment des
dépenses.

« 16. En outre des allocations de dépenses prévues à l'article 15, le maire, les membres du comité exécutif et les autres conseillers ont droit au remboursement des dépenses de voyage encourues par eux pour le compte de la cité, pourvu que ces dépenses aient été spécialement autorisées par résolution du comité exécutif. »

“16. Besides the expense allowances contemplated by section 15, the mayor, the members of the executive committee and the other councillors shall be entitled to be reimbursed the travelling expenses incurred by them for the city's account, provided that such expenses have been specially authorized by resolution of the executive committee.”

Travel-
ling ex-
penses.

1929, c.
95, a. 17,
rempl.

6. L'article 17 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 5 de la loi 1 George VI, chapitre 102, par l'article 4 de la loi 14-15 George VI, chapitre 70 et par l'article 1 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 51, est de nouveau remplacé par le suivant:

6. Section 17 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 5 of the act 1 George VI, chapter 102, by section 4 of the act 14-15 George VI, chapter 70, and by section 1 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 51, is again replaced by the following:

1929, c.
95, s. 17,
replaced.

Maire
suppléant.

« 17. A la première séance qui suit les 1er décembre, 1er mars, 1er juin et 1er septembre de chaque année, le conseil élit un conseiller comme maire suppléant pour les trois mois suivants ou jusqu'à son remplacement; en cette qualité, ce conseiller a la responsabilité, les prérogatives et l'autorité du maire, sauf en ce qui concerne le comité exécutif, lorsque le maire est absent de la cité ou est incapable de remplir les devoirs de sa charge.

“17. At its first meeting after the first of December, March, June and September in each year, the council shall elect a councillor as pro-mayor for the following three months or until he is replaced; as pro-mayor the councillor so elected shall have and exercise all the duties, authority and privileges of the mayor, except as regards the executive committee, when the mayor is absent from the city or unable to perform the duties of his office.

Pro-
mayor.

Idem.

Lorsque, pour un motif quelconque, l'élection du maire suppléant n'a pas été faite lors de la première séance des mois mentionnés à l'alinéa précédent, elle peut l'être à une séance subséquente. »

When, for any reason, the pro-mayor was not elected at the first meeting of the months mentioned in the preceding paragraph, he may be elected at a subsequent meeting.”

Idem.

1929, c.
95, a. 18,
remp.

7. L'article 18 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 2 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 51, est de nouveau remplacé par le suivant:

Cens d'éligibilité.

« **18.** Pour être éligible comme maire ou conseiller ou être habile à en exercer les fonctions, il faut:

a) être majeur;
b) être citoyen canadien;
c) avoir résidé et tenu feu et lieu dans la cité, pendant les douze mois précédant la mise en nomination;

d) posséder ou occuper dans la cité, pendant la période prévue à l'alinéa précédent, à titre de propriétaire, en son propre nom ou au nom de son conjoint, ou à titre de locataire, un immeuble dont la valeur réelle ou la valeur locative, selon le cas, inscrite au rôle d'évaluation en vigueur, est d'au moins trois cents dollars dans le cas du propriétaire et de deux cents dollars dans le cas du locataire.

Idem.

De plus, tout candidat à la charge de conseiller doit avoir son domicile dans le district où il brigue les suffrages à la date de la mise en nomination.

Idem.

Personne ne peut poser sa candidature à plus d'une charge à la même élection.

Idem.

Nul ne peut occuper ou continuer d'occuper la charge de maire ou de conseiller, s'il ne possède ou s'il cesse de posséder le cens d'éligibilité prescrit par le présent article. »

1929, c.
95, a. 20,
remp.

8. L'article 20 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 4 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 51, est de nouveau remplacé par le suivant:

Vacance dans la charge de maire.

« **20.** Sous réserve de l'article 145, si la charge de maire devient vacante, le greffier de la cité doit, dans les quinze jours suivants, convoquer une assemblée du conseil aux fins d'élire un de ses membres pour remplir les fonctions de maire pendant le reste du mandat en cours et le conseil doit, à cette assemblée, élire un de ses membres pour remplir cette charge.

Effet de l'acceptation d'un membre.

L'acceptation de la charge de maire par un membre du conseil a pour effet de rendre son siège vacant. »

1929, c.
95, a. 34,
remp.

9. L'article 34 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

7. Section 18 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 2 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 51, is again replaced by the following:

« **18.** To be eligible as mayor or councillor, or qualified to fill such office, a person must:

(a) be of the age of majority;
(b) be a Canadian citizen;
(c) have resided and been a householder in the city, during the twelve months preceding nomination;

(d) possess or occupy in the city, during the period prescribed in the preceding paragraph, as owner, in his own name or in the name of his consort, or as a tenant, real estate of which the real value or rental value, as the case may be, entered on the valuation roll in force, is at least three hundred dollars in the case of an owner and two hundred dollars in the case of a tenant.

Moreover, every candidate for the office of councillor must have his domicile, on nomination day, in the district where he seeks election.

No one may be a candidate for more than one office at the same election.

No one may hold or continue to hold the office of mayor or of councillor if he does not possess or if he ceases to possess the qualifications set forth in this section. »

8. Section 20 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 4 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 51, is again replaced by the following:

« **20.** Subject to section 145, should a vacancy occur in the office of mayor, the city clerk shall, within fifteen days thereafter, call a meeting of the council for the purpose of electing one of its members to act as mayor for the remainder of the current term and the council shall, at such meeting, elect one of its members to fill such office.

The acceptance of the office of mayor by a member of the council shall have the effect of rendering his seat vacant. »

9. Section 34 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following:

Sièges de
chaque
district.

« **34.** Pour les élections municipales, la cité est divisée en trois districts électoraux. Chaque district est représenté au conseil par quatre conseillers occupant chacun un siège distinct. Ces sièges sont respectivement numérotés 1, 2, 3 et 4. »

“**34.** For the municipal elections, the city shall be divided into three electoral districts. Each district shall be represented on the council by four councillors each holding a separate seat. Such seats shall be numbered respectively 1, 2, 3 and 4.”

Seats in
each
district.

1929, c.
95, a. 35,
remp.

10. L'article 35 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 5 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 51, est de nouveau remplacé par le suivant:

10. Section 35 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 5 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 51, is again replaced by the following:

1929, c.
95, s. 35,
replaced.

Qualités
requis
des élec-
teurs.

« **35.** 1. Les personnes suivantes, âgées de dix-huit ans révolus, citoyens canadiens, qui ne sont pas frappées d'autre incapacité légale, ni autrement privées de leur droit de vote en vertu de la présente charte, sont électeurs et sont inscrites sur la liste des électeurs, savoir:

“**35.** (1) The following persons, if of the full age of eighteen years, Canadian citizens, not legally disqualified or otherwise deprived of their right to vote under this charter, shall be electors and shall be entered on the electoral list, to wit:

Qualifica-
tions of
electors.

a) toute personne domiciliée dans la cité depuis au moins un an avant le dixième jour de septembre de l'année où il y a des élections, date à laquelle les estimateurs doivent certifier les listes et les remettre au greffier de la cité conformément à l'article 42 de la charte;

(a) every person domiciled in the city for at least one year before the tenth day of September in the year in which the elections are held, on which date the assessors must certify the lists and send them to the city clerk in accordance with section 42 of the charter;

b) de plus, toute personne non domiciliée dans la cité au sens du sous-paragraphe précédent mais dont le nom est inscrit sur le rôle d'évaluation en vigueur comme propriétaire de bonne foi de biens-fonds dans la cité d'une valeur d'au moins \$1,000;

(b) also, every person not domiciled in the city within the meaning of the preceding sub-paragraph but whose name is entered on the valuation roll in force as *bona fide* owner of immovable property in the city of a value of at least \$1,000;

c) dans le cas où ces biens-fonds sont possédés à titre d'usufruit, seul le nom de l'usufruitier est inscrit sur la liste des électeurs;

(c) in cases where such immovable property is held in usufruct, the name of the usufructuary only shall be entered on the electoral list;

d) en outre, toute personne non éligible à voter en vertu des sous-paragraphe a et b ci-dessus, mais dont le nom est inscrit sur le rôle d'évaluation ou de perception en vigueur comme locataire d'un magasin, d'un comptoir, d'une boutique, d'un bureau ou d'une place d'affaires dans la cité, pourvu que tel magasin, comptoir, boutique, bureau ou place d'affaires soit estimé à une valeur locative annuelle d'au moins \$600 suivant le rôle d'évaluation ou de perception;

(d) also, every person not qualified to vote under sub-paragraphs a and b above, but whose name is entered on the valuation or collection roll in force as the tenant of a store, counting-house, shop, office or place of business in the city, provided that such store, counting-house, shop, office or place of business is assessed at an annual rental value of at least \$600 according to the valuation or collection roll;

Héritiers,
etc.

Cependant, les héritiers ou co-propriétaires, ou usufruitiers d'un immeuble quelconque dans la cité et mentionnés au sous-paragraphe b ci-dessus, et les co-locataires mentionnés au paragraphe d peuvent voter

Nevertheless, the heirs or joint owners, Heirs, etc. or usufructuaries of any immovable in the city who are mentioned in paragraph b above, and the joint tenants mentioned in paragraph d above, may

lors d'une élection générale par l'entremise d'un représentant nommé par la majorité d'entre eux; une procuration à cette fin doit être déposée au bureau des estimateurs au plus tard le 15 juillet de l'année où sera tenue une élection; à la procuration doit être annexée une déclaration sous serment attestant l'authenticité des signatures; les estimateurs inscrivent sommairement sur la liste des électeurs les noms et adresses desdits héritiers, copropriétaires, usufruitiers ou co-locataires, ainsi que les noms, adresses et occupations exactes de leurs représentants après que les formalités ci-dessus ont été remplies;

e) les compagnies à fonds social sont aussi électeurs et inscrites sur la liste électorale, si elles sont propriétaires d'un immeuble dont la valeur inscrite au rôle d'évaluation est d'au moins \$1,000, ou si elles sont inscrites sur le rôle d'évaluation ou de perception en vigueur comme locataires d'un magasin, d'un comptoir, d'une boutique, d'un bureau ou d'une place d'affaires dans la cité, dont la valeur annuelle est d'au moins \$600 suivant le rôle d'évaluation ou de perception, le tout subordonné aux prescriptions de l'article 38 de la charte, *mutatis mutandis*;

f) en outre, pour les fins du cens électoral, les associations, les sociétés commerciales, les syndicats et les coopératives sont assimilés à des compagnies à fonds social et peuvent être inscrits sur la liste électorale aux mêmes conditions que celles-ci.

Domicile. 2. Pour les fins du présent article, le domicile désigne le lieu où une personne a son principal établissement; elle le conserve malgré des absences temporaires.

Change-
ment. a) Le changement de domicile s'opère par le fait d'une habitation réelle dans un autre lieu, joint à l'intention d'y faire sa principale demeure. La preuve de cette intention résulte des déclarations de la personne et des circonstances.

Présomp-
tion de
change-
ment. Celui qui a depuis plus d'un an quitté sa principale demeure en la cité est présumé avoir changé de domicile.

Établis-
sement d'un
nouveau
domicile. b) Lorsqu'une personne quitte son domicile pour aller travailler dans une autre localité où elle réside, elle y établit son domicile.

vote at a general election through a representative appointed by the majority of them; a power of attorney for such purpose must be filed in the office of the assessors on or before the 15th of July in the year in which an election is to be held; there shall be annexed to the power of attorney an affidavit attesting the authenticity of the signatures; the assessors shall summarily enter on the electoral list the names and addresses of such heirs, joint owners, usufructuaries or joint tenants, and the correct names, addresses and occupations of their representatives after the foregoing formalities have been fulfilled;

(e) joint-stock companies shall also be electors and shall be entered on the list of electors, if they are owners of an immoveable the value of which as entered on the valuation roll is at least \$1,000, or if they are entered on the valuation roll or collection roll in force as lessees of a store, counting-house, shop, office or place of business in the city, the annual value of which is at least \$600 according to the valuation or collection roll, the whole subject to the requirements of section 38 of the charter, *mutatis mutandis*;

(f) moreover, for the purposes of electoral qualification, associations, commercial firms, syndicates and cooperatives shall be assimilated to joint-stock companies and may be entered on the electoral list on the same conditions as such companies.

(2) For the purposes of this section, Domicile. domicile means the place where a person has his principal establishment; he retains it notwithstanding temporary absences.

(a) Change of domicile is effected by Change. actual residence in another place, coupled with the intention of the person to make it the seat of his principal establishment. The proof of such intention shall result from the declarations of the person and from the circumstances of the case.

A person who has left his principal Change
abode in the city for more than one year presumed. is presumed to have changed his domicile.

(b) When a person leaves his domicile New
to work in another locality where he domicile. resides, he establishes his domicile there.

Fonction publique temporaire.	c) Celui qui s'absente de son domicile pour remplir une fonction publique temporaire conserve son domicile, s'il ne manifeste pas d'intention contraire.	(c) A person who leaves his domicile to hold a temporary public office retains his domicile, unless he manifests a contrary intention.	Temporary public office.
Femme non séparée de corps.	d) La femme non séparée de corps n'a pas d'autre domicile que celui de son mari; cependant, s'il y a séparation de fait et habitation distincte, elle a son domicile au lieu où elle habite.	(d) A married woman not separated from bed and board has no other domicile than that of her husband; but if there is a <i>de facto</i> separation and separate residence, her domicile is in the place where she lives.	Married woman.
Électeur demeurant chez employeur.	e) L'électeur qui est en service ou travaille habituellement chez une autre personne et demeure avec elle a le même domicile que celle-ci.	(e) An elector who serves or works continuously for another and resides with him has the same domicile as the latter.	Residence with employer.
Étudiant, etc.	f) L'enfant qui s'absente de la demeure de son père ou de sa mère avec le consentement de l'un ou de l'autre, pour suivre un cours d'étude ou d'apprentissage, conserve son domicile chez son père ou chez sa mère selon le cas.	(f) A child who leaves the residence of his father or mother with the consent of either, to follow a course of study or apprenticeship, retains his domicile with his father or mother, as the case may be.	Student, etc.
Conservation du droit de vote.	g) Le changement de domicile survenu après le dixième jour de septembre de l'année où il y a élection, date à laquelle les estimateurs doivent certifier les listes et les remettre au greffier de la cité, conformément à l'article 42 de la charte, ne prive pas une personne de son droit de vote, à moins qu'elle n'ait établi son domicile hors de la cité.	(g) A change of domicile occurring after the tenth day of September in the year when an election is held, the date on which the assessors must certify the lists and deliver them to the city clerk in accordance with section 42 of the charter, does not deprive a person of the right to vote, unless he has established his domicile outside the city.	Right to vote not forfeited.
Idem.	h) Le fait de laisser son principal établissement avec l'intention d'y revenir, pour habiter temporairement un autre lieu, n'entraîne pas l'établissement du domicile dans ce lieu. »	(h) The fact of leaving one's principal establishment, with the intention of returning there, to reside temporarily in another place, does not effect the establishment of domicile in such place. »	Idem.
1929, c. 95, a. 36, ab.	11. L'article 36 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 3 de la loi 5 George VI, chapitre 72, est abrogé.	11. Section 36 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 3 of the act 5 George VI, chapter 72, is repealed.	1929, c. 95, s. 36, repealed.
Id., a. 37, ab.	12. L'article 37 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 6 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 51, est abrogé.	12. Section 37 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 6 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 51, is repealed.	Id., s. 37, repealed.
Id., aa. 37a et 37b, ab.	13. Les articles 37a et 37b de la loi 19 George V, chapitre 95, édictés par l'article 7 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 51, sont abrogés.	13. Sections 37a and 37b of the act 19 George V, chapter 95, enacted by section 7 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 51, are repealed.	Id., ss. 37a, 37b, repealed.
Id., a. 38, remp.	14. L'article 38 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 8 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 51, est de nouveau remplacé par le suivant :	14. Section 38 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 8 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 51, is again replaced by the following :	Id., s. 38, replaced.
Droit de vote des compagnies, etc.	« 38. Les compagnies ou corporations à fonds social, les associations, les sociétés commerciales, les syndicats et les coo-	« 38. Joint-stock companies or corporations, associations, commercial firms, syndicates and cooperatives may, if they	Right to vote of companies, etc.

pératives peuvent, s'ils ont le cens électoral déterminé à l'article 35 de la présente loi et pourvu qu'ils aient payé leurs taxes ou redevances municipales ou scolaires au 30 avril précédent, être inscrits sur la liste des électeurs municipaux et voter à l'élection du maire et des conseillers par l'entremise d'un représentant autorisé à cet effet par une résolution du conseil d'administration, copie de laquelle résolution doit être produite au bureau des estimateurs de la cité au plus tard le quinze juillet de chaque année où il y a une élection générale, à commencer en 1965, et ils peuvent exercer ce droit pourvu que ce représentant soit, au temps de la votation, citoyen canadien, âgé d'au moins dix-huit ans, membre, administrateur, procureur ou employé de ladite compagnie ou corporation, association ou coopérative ou dudit syndicat. Cette résolution sera en vigueur aussi longtemps qu'elle n'aura pas été révoquée.

Inscription sur la liste.

Les estimateurs inscrivent sur la liste des électeurs, les noms et adresses des compagnies ou corporations, associations, sociétés commerciales, syndicats ou coopératives susdits ainsi que les nom, adresse et occupation de leur représentant après que les formalités ci-dessus ont été remplies.

Avis public.

Le greffier de la cité fait publier dans un journal français et dans un journal anglais de la cité, un avis public aux compagnies ou corporations, associations, sociétés commerciales, syndicats ou coopératives visés par le présent article, au plus tard le quinze juin de chaque année où il y a une élection générale, à commencer en 1965. »

1929, c. 95, a. 40, remp.

15. L'article 40 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 10 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 51, est de nouveau remplacé par le suivant:

Préparation des listes des électeurs.

« **40.** Chaque année où une élection générale a lieu, les estimateurs de la cité, aidés si nécessaire par des énumérateurs spéciaux nommés par le greffier de la cité, doivent préparer, entre le premier jour de juillet et le dixième jour de septembre au plus tard, une liste des électeurs pour cha-

have the right to vote under section 35 of this act and provided they have paid their municipal and school taxes or dues on the 30th of April preceding, be entered on the list of municipal electors and vote at the election of the mayor and councillors through a representative authorized to that effect by a resolution of the board of directors a copy whereof shall be filed in the office of the city assessors on or before the fifteenth of July of every year when a general election is held, beginning in 1965, and they may exercise this right provided such representative be, at the time of voting, a Canadian citizen, at least eighteen years of age and a member, director, attorney or employee of the said company or corporation, association, syndicate or cooperative. Such resolution shall be in force as long as it is not repealed.

The assessors shall enter on the list of electors the names and addresses of the said companies or corporations, associations, commercial firms, syndicates and cooperatives and the names, addresses and occupations of their representatives, after the above formalities have been duly complied with.

The city clerk shall cause to be published in a French newspaper and in an English newspaper of the city a public notice, to the companies or corporations, associations, commercial firms, syndicates or cooperatives affected by this section, on or before the fifteenth of June of every year in which there is a general election, beginning in 1965."

15. Section 40 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 10 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 51, is again replaced by the following:

"**40.** Each year in which a general election is held, the assessors of the city, assisted if necessary by special enumerators appointed by the city clerk, shall prepare, between the first of July and the tenth of September at the latest, a list of electors for each electoral district established by

que district électoral établi par la présente loi. Cette liste doit contenir les noms de tous les électeurs habiles à voter d'après les articles 35 et 38 de la charte de la cité.

Exercice
du droit
de vote.

L'électeur ne peut exercer son droit de vote qu'une fois pour l'élection du maire et une fois pour l'élection de chacun des conseillers du seul district où il a droit de voter.

Idem.

Le droit de vote doit s'exercer dans le district du domicile de l'électeur, s'il est domicilié dans la cité.

Idem.

Si l'électeur est domicilié en dehors de la cité, ce droit s'exerce dans le district où il est propriétaire ou locataire de l'immeuble qui le qualifie. S'il est propriétaire ou locataire de plusieurs immeubles situés dans plus d'un district, il doit voter dans le district où il possède l'immeuble ayant la plus haute valeur inscrite au rôle d'évaluation ou dans le district où il paie le loyer le plus élevé suivant le rôle d'évaluation.

Subdivi-
sion en
arrondis-
sements.

Les estimateurs, en faisant ladite liste des électeurs pour chacun des districts de la cité, subdivisent chaque district en autant d'arrondissements devant contenir les noms d'environ deux cents électeurs. Les arrondissements sont ceux désignés et constitués par le greffier de la cité, qui, en vertu de l'article 74 de la présente charte, doit en fournir la liste aux estimateurs au plus tard le premier jour de juillet de chaque année où une élection générale a lieu.

Numéro-
tage des
noms.

Les estimateurs doivent inscrire un numéro consécutif après le nom de chaque électeur inscrit sur la liste de chaque arrondissement.

Publica-
tion.

Entre le premier juillet et le premier septembre, le greffier de la cité publie, au moins une fois par semaine, un avis public invitant les électeurs à venir, durant les heures de bureau, chez les estimateurs de la cité, afin de vérifier personnellement l'inscription de leurs noms, avec adresse exacte, sur lesdites listes électorales en préparation.)

1929, c.
95, sect.
XI, titre
remp.

16. Le titre de la section XI de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant :

« REVISION DE LA LISTE ÉLECTORALE ».

this act. Such list shall contain the names of all the electors qualified to vote according to sections 35 and 38 of the charter of the city.

An elector may exercise his right to vote once only for the election of the mayor and once only for the election of each of the councillors in the district only in which he is entitled to vote.

Exercice
of right
to vote.

The right to vote shall be exercised in the district of the elector's domicile, if he is domiciled in the city.

Idem.

If the elector is domiciled outside the city, such right shall be exercised in the district where he is the owner or tenant of the immovable which qualifies him. If he is the owner or tenant of several immovables situated in more than one district, he shall vote in the district in which he holds the immovable having the highest value entered on the valuation roll or in the district where he pays the highest rental according to the valuation roll.

Idem.

In preparing such list of electors for each district of the city, the assessors shall subdivide each district into as many polling districts as necessary, each containing the names of about two hundred electors. The polling districts shall be those designated and fixed by the city clerk who, under section 74 of this charter, must furnish a list thereof to the assessors on or before the first day of July in each year in which a general election is held.

Polling
districts.

The assessors shall write a consecutive number after the name of each elector entered on the list of each polling district.

Names
num-
bered.

Between the first of July and the first of September, the clerk of the city shall publish, at least once a week, a public notice inviting the electors to come, during office hours, to the office of the city assessors, in order to verify personally that their names are entered, with correct addresses, on the said electoral lists in preparation."

Public
notice.

16. The title of Section XI of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following :

1929, c.
95, sec.
XI, title
replaced.

“REVISION OF THE ELECTORAL LIST”.

1929, c.
95, a. 44,
rempl.

17. L'article 44 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 12 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 51, est de nouveau remplacé par le suivant:

Revision
de la liste.

« **44.** La revision de la liste électorale est faite par le juge en chef de la Cour municipale ou celui des juges de ladite Cour qui est désigné à cette fin par le juge en chef. »

1929, c.
95, aa. 45
à 47, ab.

18. Les articles 45, 46 et 47 de la loi 19 George V, chapitre 95, sont abrogés.

Id., a. 48,
rempl.

19. L'article 48 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 13 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 51, est de nouveau remplacé par le suivant:

Séances
de revision.

« **48.** Le juge municipal chargé de reviser la liste électorale commence à siéger le dix-septième jour de septembre en l'hôtel de ville, en la salle des séances du conseil, à l'heure indiquée dans l'avis public qui en est donné par le greffier de la cité. Si le dix-septième jour n'est pas un jour juridique, la première desdites séances a lieu le jour juridique suivant. »

1929, c.
95, a. 49,
ab.

20. L'article 49 de la loi 19 George V, chapitre 95, est abrogé.

Id., a. 50,
rempl.

21. L'article 50 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

Demande
d'insertion,
etc., de noms
sur la liste.

« **50.** Toute demande d'insertion, de correction ou de radiation de noms sur la liste électorale, doit être faite par un électeur, par écrit et sous serment, soit personnellement, soit pour un tiers, et nulle demande à telle fin n'est reçue dans le bureau du greffier de la cité si elle n'y est pas déposée dans les délais légaux, depuis neuf heures du matin jusqu'à dix heures du soir, entre le dixième jour de septembre et le seizième jour du même mois. »

1929, c.
95, a. 51,
rempl.

22. L'article 51 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 14 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 51, est de nouveau remplacé par le suivant:

Contenu
et signifi-
cation.

« **51.** Toute demande doit contenir les raisons sur lesquelles elle est fondée, et si

17. Section 44 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 12 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 51, is again replaced by the following:

1929, c.
95, s. 44,
replaced.

« **44.** The electoral list shall be revised by the chief judge of the Municipal Court or such judge of the said court as may be designated for such purpose by the chief judge. »

Revision
of list.

18. Sections 45, 46 and 47 of the act 19 George V, chapter 95, are repealed.

1929, c.
95, ss. 45-
47, re-
pealed.

19. Section 48 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 13 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 51, is again replaced by the following:

Id., s. 48,
replaced.

« **48.** The municipal judge entrusted with the revision of the electoral list shall commence to sit on the seventeenth day of September at the city hall, in the council room, at the hour specified in the public notice given by the city clerk. If the seventeenth is a non-judicial day, the first of such sittings shall be held on the following judicial day. »

Revision
sittings.

20. Section 49 of the act 19 George V, chapter 95, is repealed.

1929, c.
95, s. 49,
repealed.

21. Section 50 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following:

Id., s. 50,
replaced.

« **50.** Every application for the insertion, correction, or striking out of names on the electoral list must be made by an elector, in writing and under oath, whether for himself or for a third person, and no application for such purpose shall be received at the city clerk's office if it is not filed thereat within the legal delays, from nine o'clock in the forenoon until ten o'clock in the evening, between the 10th day of September and the 16th day of the same month. »

Applica-
tion for
correction
of list.

22. Section 51 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 14 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 51, is again replaced by the following:

1929, c.
95, s. 51,
replaced.

« **51.** Every such application shall state the reasons upon which it is founded,

Contents,
service.

elle est pour radiation, elle doit être signifiée à la personne dont la radiation du nom est demandée, au moins deux jours francs avant sa présentation pour étude devant le juge municipal. Cette signification est faite et prouvée par un huissier de la Cour supérieure, de la même manière que la signification des assignations en matière civile.»

and if it is for the purpose of striking a name, it shall be served upon the person whose name is sought to be struck, two clear days before its presentation for examination before the municipal judge. Such service shall be effected and proved by a bailiff of the Superior Court in the same manner as the service of summons in civil matters."

1929, c.
95, a. 52,
remp.

23. L'article 52 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 15 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 51, est de nouveau remplacé par le suivant:

23. Section 52 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 15 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 51, is again replaced by the following:

1929, c.
95, s. 52,
replaced.

Personne
de l'exté-
rieur.

« **52.** Si la personne dont il s'agit ne demeure pas dans les limites de la cité, l'avis est déposé au bureau de poste de la cité de Québec, dans une lettre affranchie recommandée à l'adresse de cette personne, au moins trois jours avant la présentation de la demande en radiation de son nom sur la liste électorale devant le juge municipal. »

« **52.** If the person in question does not reside within the limits of the city, the notice shall be deposited in the post office of the city of Quebec, in a stamped and registered envelope, addressed to such person and posted at least three days before the presentation of the application for the striking of his name from the electoral list before the municipal judge. »

Non-
resident
person.

1929, c.
95, a. 53,
remp.

24. L'article 53 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 16 de la loi 4 George VI, chapitre 74, est de nouveau remplacé par le suivant:

24. Section 53 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 16 of the act 4 George VI, chapter 74, is again replaced by the following:

1929, c.
95, s. 53,
replaced.

Avis du
jour, etc.,
de la revi-
sion de la
liste.

« **53.** Quatre jours au moins avant le dix-sept septembre, le greffier de la cité doit donner avis dans un journal français et dans un journal anglais publiés dans la cité, des jour, heure et lieu où le juge procède à la revision de la liste électorale, et fixant l'ordre dans lequel aura lieu la revision. »

« **53.** At least four days before the seventeenth of September, the clerk shall give notice in a French and in an English newspaper, published in the city, of the day, hour and place at which the judge shall proceed with the revision of such list, and determining the order in which such revision shall be made. »

Notice of
revision
of list.

1929, c.
95, a. 54a,
remp.

25. L'article 54a de la loi 19 George V, chapitre 95, édicté par l'article 17 de la loi 1 George VI, chapitre 102, est remplacé par le suivant:

25. Section 54a of the act 19 George V, chapter 95, enacted by section 17 of the act 1 George VI, chapter 102, is replaced by the following:

1929, c.
95, s. 54a,
ad.

Personnes
décédées.

« **54a.** Lors de la revision de la liste, même s'il n'y a pas une demande de radiation à cette fin, le juge municipal doit enlever de la liste le nom de toute personne décédée, sur preuve satisfaisante à cet effet. »

« **54a.** At the time of the revision of the list, even if there be no application therefor, the municipal judge shall remove the name of any deceased person from the list, upon satisfactory proof to that effect. »

Deceased
persons.

1929, c.
95, a. 55,
remp.

26. L'article 55 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 16 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 51, est de nouveau remplacé par le suivant:

26. Section 55 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 16 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 51, is again replaced by the following:

1929, c.
95, s. 55,
replaced.

Pouvoirs
du juge
municipal.

« 55. Le juge municipal, pour l'assignation et la comparution des témoins, pour les forcer à répondre aux questions légales qui leur sont posées, et le maintien de l'ordre pendant les séances, a tous les pouvoirs, autorité et juridiction accordés par la loi à la Cour municipale de ladite cité. »

« 55. The municipal judge shall be invested with all the powers, authority and jurisdiction granted by the law to the Municipal Court of the said city, for compelling the summoning and appearance of witnesses, as well as their answering all legal questions put to them, and the maintenance of order during the time the municipal judge shall sit. »

Powers
of muni-
cipal
judge.

1929, c.
95, a. 56,
rempl.

27. L'article 56 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant :

27. Section 56 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following :

1929, c.
95, s. 56,
replaced.

Admis-
sion ou
rejet des
demandes
par le
juge.

« 56. Après avoir entendu la preuve, s'il en est fait une par l'une ou l'autre des parties, le juge admet ou rejette, au meilleur de son jugement, les demandes qui ont été faites et ordonne, suivant le cas, l'insertion ou la radiation demandée. »

« 56. After hearing the evidence adduced by either of the parties, the judge shall maintain or reject, to the best of his judgment, the applications so made before him, and order, as the case may be, the addition or erasure sought for. »

Applica-
tions
decided.

1929, c.
95, a. 57,
ramp.

28. L'article 57 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant :

28. Section 57 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following :

1929, c.
95, s. 57,
replaced.

Rôle du
greffier de
la cité.

« 57. Le greffier de la cité est le greffier du juge municipal chargé de la revision de la liste électorale. Il tient et signe les minutes des séances, et tous les subpoenas, ordres et décisions faites, données ou émises par le juge. »

« 57. The city clerk shall be the clerk of the municipal judge entrusted with the revision of the electoral list. He shall keep the minutes of the proceedings and sign them, as well as all subpoenas, orders and decisions made, given or rendered by the judge. »

Duty of
city clerk.

1929, c.
95, a. 59,
ramp.

29. L'article 59 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant :

29. Section 59 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following :

1929, c.
95, s. 59,
replaced.

Signature
et c., de la
liste.

« 59. Après cette revision, la liste électorale est signée par le juge et le greffier de la cité et scellée du sceau de la corporation. »

« 59. After such revision, the said list shall be signed by the judge and the city clerk, and sealed with the seal of the corporation. »

List
signed,
etc.

1929, c.
95, a. 62,
ab.

30. L'article 62 de la loi 19 George V, chapitre 95, est abrogé.

30. Section 62 of the act 19 George V, chapter 95, is repealed.

1929, c.
95, s. 62,
repealed.

Id., a. 64b,
aj.

31. La section XII de la loi 19 George V, chapitre 95, est modifiée en insérant, entre le titre « ÉLECTIONS » et l'article 65, le suivant :

31. Section XII of the act 19 George V, chapter 95, is amended by inserting between the title "Elections" and section 65, the following :

Id., s. 64b,
ad.

Date de
l'élection
et durée
du man-
dat.

« 64b. A compter de 1965, l'élection du maire et des conseillers a lieu le deuxième dimanche qui suit le premier mercredi du mois de novembre pour un mandat de quatre ans.

« 64b. From and after 1965, the election of the mayor and of the councillors shall be held on the second Sunday following the first Wednesday in the month of November, for a term of four years.

Date of
elections,
term of
office.

Élection
décrétée
par
lt-g. en c.

En tout temps, le conseil, par résolution adoptée par le vote affirmatif d'au moins huit conseillers ou le comité exécutif, par

At any time, the council, by resolution adopted by the affirmative vote of at least eight councillors, or the executive com-

Election
ordered
by Lt.-
Gov. in C.

une pétition signée par tous ses membres, peut demander au lieutenant-gouverneur en conseil de décréter une élection générale. Celui-ci peut, par proclamation, ordonner la tenue d'une telle élection dont il fixe la date et les heures du scrutin. Il peut aussi ordonner la confection de la liste des électeurs ainsi que l'exécution de toute autre formalité nécessaire à la tenue du scrutin.

Durée du mandat.

Advenant une élection générale ordonnée par le lieutenant-gouverneur en conseil, le nouveau mandat se termine dans la quatrième année qui suit cette élection, au temps fixé par la charte lorsque l'élection générale est tenue à l'époque déterminée par le premier alinéa ».

1929, c. 95, a. 65, remp.

32. L'article 65 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 21 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 51, est de nouveau remplacé par le suivant:

Président et secrétaire de l'élection.

« **65.** Le greffier de la cité est le président de l'élection et le greffier adjoint de la cité en est le secrétaire. Au cas d'absence, de refus ou d'incapacité d'agir de la part du greffier, son adjoint le remplace et exerce tous les pouvoirs et devoirs qui sont confiés au greffier pour la tenue de l'élection. Si le greffier et le greffier adjoint ne peuvent agir, le juge en chef de la Cour municipale désigne la personne qui conduira l'élection.

Avis et son contenu.

Dix jours au moins avant le jour de la présentation des candidats, le greffier doit donner avis public suivant la formule de la cédule A-1 de la présente loi, sous sa signature, annonçant:

1° Le lieu, le jour et l'heure fixés pour la présentation des candidats;

2° Le jour auquel les bureaux de votation seront ouverts pour la réception des votes des électeurs, si la votation est nécessaire.

Publication.

Le greffier affiche cet avis dans son bureau et le fait publier dans les quotidiens de la cité.

Présentation des candidats.

Le premier mercredi de novembre de chaque année où une élection générale a lieu, ou le premier jour juridique suivant, si le premier mercredi est un jour non juridique, a lieu à l'hôtel de ville, au

mittee, by a petition signed by all its members, may request the Lieutenant-Governor in Council to order a general election. The latter may, by proclamation, order the holding of such an election of which he shall determine the date and the hours for voting. He may also order the preparation of the list of electors, as well as the carrying out of all other formalities necessary to the holding of an election.

In the case of a general election ordered by the Lieutenant-Governor in Council, the new term of office shall end in the fourth year following such election, at the time fixed by the charter, when the general election is held at the time specified in the first paragraph".

Term of office.

32. Section 65 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 21 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 51, is again replaced by the following:

1929, c. 95, s. 65, replaced.

“**65.** The city clerk shall be the returning-officer and the assistant city clerk shall be the election clerk. In the absence of the city clerk or on his refusal or inability to act, his assistant shall replace him and exercise all the powers and duties assigned to him for the holding of the election. If the city clerk and the assistant clerk cannot act, the chief judge of the Municipal Court shall appoint a person to conduct the election.

Returning-officer, etc.

Ten days at least before the nomination day, the clerk shall give public notice, in the form of schedule A-1 to this act, over his signature, setting forth:

Notice.

(1) The place, day and hour fixed for the nomination of candidates;

(2) The day on which the polls for taking the votes of the electors will be held in case a poll is necessary.

The clerk shall post up such notice in his office and publish it in the daily newspapers of the City.

Publication.

On the first Wednesday of November of every year in which a general election is held or on the first juridical day following, if such first Wednesday be a non-juridical day, the nomination or presenta-

Nomination of candidates.

bureau du greffier de la cité, entre midi et quatre heures de l'après-midi, la présentation ou mise en nomination des candidats aux charges de maire et de conseillers.

Réquisition. La présentation des candidats se fait au moyen d'une réquisition écrite ou bulletin de présentation suivant les formules des cédules A-2 ou A-3 de la présente loi, selon le cas.

Remise des bulletins de présentation. Les bulletins de présentation peuvent aussi être remis au greffier à tout autre endroit, en tout autre temps, entre la date de l'avis de l'élection et le jour de la présentation, avec le même effet que s'ils étaient produits à l'époque et au lieu fixés pour la présentation.

Attestations, etc. Les attestations et serments du bulletin de présentation doivent être reçus par le greffier de la cité, le greffier adjoint ou la personne qui dirige l'élection.»

1929, c. 95, a. 69, remp. **33.** L'article 69 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 24 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 51, est de nouveau remplacé par le suivant :

Docu-ments re-quis du candidat. « **69.** Il doit être produit en même temps que chaque bulletin de présentation :

1° Une déclaration solennelle, faite par le candidat ou par une autre personne attestant que le candidat possède la qualification exigée par l'article 18;

2° Un certificat du chef estimateur attestant la qualification exigée par le paragraphe *d* de l'article 18. »

1929, c. 95, a. 72, remp. **34.** L'article 72 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 7 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 50, est de nouveau remplacé par le suivant :

Jour de la votation. « **72.** S'il y a plus d'un candidat pour la même charge, la votation a lieu le deuxième dimanche suivant immédiatement la mise en nomination, depuis dix heures du matin jusqu'à huit heures du soir. »

1929, c. 95, a. 75, remp. **35.** L'article 75 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 25 de la loi 1 George VI, chapitre 102, est de nouveau remplacé par le suivant :

tion of candidates for the office of mayor and councillors shall take place at the office of the city clerk, in the city-hall, between the hours of noon and four o'clock in the afternoon.

The nomination of candidates shall take the form of a written requisition or nomination-paper, in the form of schedule A-2 or A-3 to this act, as the case may be. **Requisition.**

The nomination-papers may also be filed with the clerk at any other place, and at any time between the date of the notice of the election and the day of nomination, with the same effect as if produced at the time and place fixed for the nomination. **Filing of nomination-papers.**

The affidavits and oaths of the nomination-paper shall be received before the city clerk, the assistant clerk or the person conducting the election.» **Affidavits.**

33. Section 69 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 24 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 51, is again replaced by the following: 1929, c. 95, s. 69, replaced.

« **69.** There shall be furnished with each nomination-paper: **Docu-ments re-quired of candi-dates.**

(1) A solemn declaration made by the candidate or by another person attesting that the candidate has the qualification required by section 18;

(2) A certificate of the chief assessor attesting the qualification required by paragraph *d* of section 18.»

34. Section 72 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 7 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 50, is again replaced by the following: 1929, c. 95, s. 72, replaced.

« **72.** If there be more than one candidate for the same office, the voting shall take place on the second Sunday immediately following the nomination, from ten o'clock in the morning until eight o'clock in the evening.» **Time of voting.**

35. Section 75 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 25 of the act 1 George VI, chapter 102, is again replaced by the following: 1929, c. 95, s. 75, replaced.

Bureau de
votation. « **75.** Il y a dans chaque district
un bureau de votation pour un nombre
d'environ deux cents électeurs. »

“**75.** In every district there shall be a Polling-
polling-station, for a number of approxi- station.
mately two hundred electors.”

1929, c.
95, a. 78,
rempl. **36.** L'article 78 de la loi 19 George V,
chapitre 95, remplacé par l'article 27 de
la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 51, est de
nouveau remplacé par le suivant:

36. Section 78 of the act 19 George V, 1929, c.
chapter 95, replaced by section 27 of the 95, s. 78,
act 3-4 Elizabeth II, chapter 51, is again replaced.
replaced by the following:

Prépara-
tion des
listes. « **78.** Le greffier de la cité prépare
les listes des électeurs qui doivent voter
à chaque bureau de votation.

“**78.** The clerk shall prepare the lists Lists.
of the electors who are to vote at each
poll.

Droit de
vote. Tous les électeurs inscrits ont droit de
voter pour l'élection du maire et des con-
seillers. »

All the electors entered shall be entitled Right
to vote for the election of the mayor and to vote.
councillors.”

1929, c.
95, a. 83,
rempl. **37.** L'article 83 de la loi 19 George V,
chapitre 95, remplacé par l'article 5 de
la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 58, est
de nouveau remplacé par le suivant:

37. Section 83 of the act 19 George V, 1929, c.
chapter 95, replaced by section 5 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 58, is again re-
placed by the following: replaced.

Greffier. « **83.** Le greffier de la cité nomme
par un écrit signé par lui et qui est, après
le dépouillement du scrutin, remis dans
la boîte du scrutin avec les autres docu-
ments, une personne pour agir comme
greffier dans chaque bureau de votation;
cette personne doit prêter, devant le gref-
fier de la cité, le serment prévu à la cédule
C de la présente loi.

“**83.** The city clerk shall, by a written Poll-
document signed by him and which, after clerk.
the counting of the votes, shall be placed
in the ballot box with the other docu-
ments, appoint a person to act as clerk at
each poll; such person shall take the
oath prescribed in schedule C of this act
before the city clerk.

Rempla-
cement. Si le jour du scrutin le greffier meurt,
est empêché ou refuse d'agir, néglige de
remplir les devoirs de sa charge ou ne se
présente pas au bureau du scrutin, le pré-
sident du bureau de votation doit nom-
mer, pour agir à sa place, une autre per-
sonne qu'il juge compétente. Si le prési-
dent du bureau de votation ne peut trou-
ver de personne qu'il estime apte à remplir
la charge de greffier, le scrutin ne doit pas
être pour cela retardé ou suspendu, et le
président du bureau de votation doit
remplir les deux fonctions mais il n'a droit
d'être rémunéré que comme président du
bureau de votation. Le nouveau greffier
du scrutin doit prêter, devant le président
du bureau de votation, le serment requis
d'un greffier nommé par le greffier de la
cité. »

If, on polling-day, a poll-clerk dies or Replace-
refuses or is unable to act, neglects to ment.
dis- charge the duties of his office or fails to
appear at the polling-station, the officer
presiding at the polling-station shall ap-
point another person whom he deems
competent to act in his place. If the officer
presiding at the polling-station cannot
find a person whom he deems fit to act as
poll-clerk, the polling shall not be delayed
or suspended on that account, and the
officer presiding at the polling-station
shall perform both functions, but he shall
be entitled to be remunerated as deputy
returning-officer only. The new poll-clerk
shall take, before the officer presiding at
the polling-station, the oath required of
a poll-clerk appointed by the city clerk.”

1929, c.
95, a. 85,
rempl. **38.** L'article 85 de la loi 19 George V,
chapitre 95, remplacé par l'article 26 de la
loi 1 George VI, chapitre 102, et par l'arti-

38. Section 85 of the act 19 George V, 1929, c.
chapter 95, replaced by section 26 of the 95, s. 85,
act 1 George VI, chapter 102, and by sec- replaced.

cle 29 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 51, est de nouveau remplacé par le suivant:

Docu-
ments
remis au
président.

« **85.** Le greffier de la cité remet aussi à chaque président de bureau de votation les listes des électeurs qui devront servir dans tel bureau de votation, et lui remet aussi, selon qu'il est nécessaire, pour chaque district, un nombre suffisant de bulletins de vote pour l'élection du maire et des conseillers, avec un crayon de mine de plomb pour marquer les bulletins de vote. Ce crayon de mine de plomb est du même genre pour tous les bureaux de votation ».

tion 29 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 51, is again replaced by the following:

« **85.** The city clerk shall also deliver to each officer presiding at a poll the list of electors to be used at such poll, and shall also deliver to him, as occasion may require, for each district, a sufficient number of ballot-papers for the election of mayor and councillors, with a lead pencil for marking the ballot-papers. The lead pencil shall be of the same kind for all polls. »

Docu-
ments
delivered
to presid-
ing
officer.

1929, c.
95, a. 93,
remp.

39. L'article 93 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 31 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 51, est de nouveau remplacé par le suivant:

39. Section 93 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 31 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 51, is again replaced by the following:

1929, c.
95, s. 93,
replaced.

Remises
des bulle-
tins à
l'électeur.

« **93.** Si ce nom se trouve sur la liste des électeurs pour l'arrondissement de votation à ce bureau, le votant reçoit, selon le cas, des bulletins de vote sur le dos desquels le président a préalablement apposé ses initiales et, sur l'annexe, un numéro correspondant à celui du nom du votant sur le cahier de votation, les bulletins étant donnés et remis successivement d'abord pour la votation pour le maire, et, ensuite, pour les conseillers. Cependant, si le voteur n'y a pas d'objection, le président du bureau de votation peut lui remettre ensemble les bulletins de vote auxquels ce voteur a droit ».

« **93.** If such name is entered on the list of electors for the voting subdivision at such poll, the voter shall be given ballot-papers, as the case may be, on the back whereof the presiding officer shall have previously placed his initials, and upon the annex a number corresponding to that opposite the name of the voter on the poll-book, the ballot-papers being given and returned in succession, first for voting for the mayor, and afterwards for the councillors. However, if the voter does not object thereto, the officer presiding over the polling-station may hand him at one time the ballot-papers to which such voter is entitled. »

Ballot-
papers
given to
voter.

1929, c.
95, aa.
125 à 130,
remp.

40. L'article 125 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 36 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 51 ainsi que les articles 126 à 130 de la loi 19 George V, chapitre 95, sont remplacés par le suivant:

40. Section 125 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 36 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 51, and sections 126 to 130 of the act 19 George V, chapter 95, are replaced by the following:

1929, c.
95, ss. 125
to 130,
replaced.

Vacance
dans la
charge de
conseiller.

« **125.** Toute vacance dans la charge de conseiller, sauf si elle survient dans les trois mois précédant une élection générale et sauf le cas de l'article 145, est remplie par le conseil en suivant la procédure ci-après:

« **125.** Every vacancy in the office of councillor, unless it occurs within the three months preceding a general election and saving the case of section 145, shall be filled by the council by following the procedure hereunder:

Vacancy
in office of
councillor.

Avis.

A la première séance du conseil qui suit la séance durant laquelle a été constatée ou s'est produite la vacance, deux membres du conseil peuvent déposer un avis de mo-

At the first council meeting which follows the meeting during which such a vacancy has been established or has taken place, two councillors may table a

Notice.

tion à l'effet qu'à la prochaine séance, tenue au moins 30 jours plus tard, ils proposeront l'élection du candidat dont l'avis de motion doit donner le nom, les prénoms, l'occupation et la résidence.

notice of motion to the effect that, at the next meeting to be held at least 30 days later, they will propose the election of a candidate whose surname, given names, occupation and residence must be mentioned in such notice.

Mise en candidature.

A ladite séance suivante, toutes les motions de cette nature sont présentées et cette présentation constitue une mise en candidature pourvu que le consentement écrit du candidat soit déposé entre les mains du greffier.

At the said following meeting, every motion of this kind shall be submitted and such submission shall constitute a nomination provided that the written consent of the candidate be deposited with the city clerk.

Nomination.

Election.

S'il n'y a qu'un candidat, il est déclaré élu par le maire. S'il y en a plus d'un, le maire préside à l'élection entre les seuls candidats dont la nomination a fait l'objet d'un avis de motion et d'une motion. A chaque tour de scrutin, le candidat qui a obtenu le moins de votes est éliminé jusqu'à ce que deux candidats seulement se partagent les voix, à moins que lors de l'un de ces tours de scrutin un des candidats n'obtienne au moins six voix, et dans ce cas il est déclaré élu. Au cas d'égalité des voix entre deux ou plusieurs candidats, l'élimination se fait par tirage au sort.

If there is only one candidate, he shall be declared elected by the mayor. If there are more than one, the mayor shall preside over the election of those candidates only whose nomination was the object of a notice of motion and of a motion. After each ballot the candidate who has obtained the least number of votes shall be eliminated until only two candidates share the votes, unless on one of the ballots a candidate obtains at least 6 votes, in which event he shall be declared elected. In the event of equality of votes for two or more candidates, the elimination shall be by a drawing of lots.

Election.

Nomination par lt-g. en c.

Au cas où aucun des candidats n'obtient six voix, le greffier de la cité fait rapport au ministre des affaires municipales et le lieutenant-gouverneur en conseil nomme le nouveau conseiller. »

If no candidate obtains six votes, the city clerk shall report to the Minister of Municipal Affairs and the Lieutenant-Governor in Council shall appoint the new councillor."

Appointment by Lt.-Gov. in C.

1929, c. 95, a. 148, remp.

41. L'article 148 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant :

41. Section 148 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following: 1929, c. 95, s. 148, replaced.

Président du conseil.

« **148.** A la première séance qui suit une élection générale et que préside le greffier de la cité, le conseil élit un de ses membres pour exercer la présidence aux séances du conseil.

"**148.** At the first sitting after a general election, presided over by the city clerk, the council shall elect one of its members to act as chairman at the sittings of the council.

Chairman of council.

Vote prépondérant.

Pour l'élection du président, le maire a un vote prépondérant, en cas d'égalité des voix.

For the election of the chairman, the mayor shall have a casting vote in the event of a tie.

Casting vote.

Membres du comité exécutif.

Immédiatement après le choix du président du conseil, le maire a le droit de nommer les trois conseillers qui font partie du comité exécutif. S'il n'exerce pas ce droit, cette nomination se fait par vote, chaque conseiller devant, sous peine de nullité de son bulletin, voter pour trois conseillers à la charge de membre du comité exécutif.

Immediately after the chairman of the council is chosen, the mayor shall have the right to appoint the three councillors who shall be members of the executive committee. If he fails to exercise such right, such appointment shall be made by ballot, each councillor, on pain of nullity of his ballot, voting for three councillors to be members of the executive committee.

Members of executive committee.

Bulletin.	Le bulletin est une liste imprimée par les soins du greffier et initialée par lui, sur lequel sont inscrits, par ordre alphabétique, les noms des conseillers.	The ballot shall be a list printed under the direction of the clerk and initialled by him, upon which the names of the councillors shall be entered in alphabetical order.	Ballot.
Scrutin secret.	Pour voter, chaque conseiller reçoit ce bulletin du greffier qui a rayé le nom du président. Le conseiller se retire à l'intérieur d'un isolement et y fait dans un carré imprimé à cette fin une croix en regard du nom de chaque conseiller pour lequel il vote.	In order to vote, each councillor shall receive such ballot from the clerk who has struck off the name of the chairman. The councillor shall withdraw into a polling-booth and shall there mark a cross on a square printed for such purpose, opposite the name of each councillor for whom he votes.	Secret ballot.
Comptage des votes.	Chaque bulletin doit être signé par le votant et remis sous enveloppe cachetée au greffier. Ces enveloppes ne sont ouvertes qu'au dépouillement du scrutin alors que le vote donné pour chaque conseiller est rendu public; en cas d'égalité de voix entre les conseillers auxquels un vote de plus donnerait le droit d'être proclamés élus, le président du conseil pourra demander un nouveau scrutin ou donner son vote prépondérant.	Every ballot shall be signed by the voter and handed to the clerk in a sealed envelope. No such envelope shall be opened until the counting of votes when the vote given by each councillor shall be made public; in the event of a tie vote among the councillors where one additional vote would entitle the recipient to be proclaimed elected, the chairman of the council may require another ballot or give his casting vote.	Counting of votes.
Continuation de la séance.	Tant que le conseil n'a pas élu les membres du comité exécutif, il ne peut ni suspendre ni ajourner sa séance.	As long as the council has not elected the members of the executive committee, it shall neither suspend nor adjourn the sitting.	Continuous sitting.
Droits des membres au conseil.	Le maire et les membres du comité exécutif ont, au conseil, les mêmes droits que les autres conseillers. »	The mayor and the members of the executive committee shall have the same rights on the council as the other councillors. »	Rights of members on council.
1929, c. 95, a. 149, remp.	42. L'article 149 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant :	42. Section 149 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following :	1929, c. 95, s. 149, replaced.
Quorum.	« 149. Le quorum du conseil est de sept membres. »	« 149. Seven members shall constitute a quorum of the council. »	Quorum.
1929, c. 95, a. 151, remp.	43. L'article 151 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant :	43. Section 151 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following :	1929, c. 95, s. 151, replaced.
Décisions majoritaires.	« 151. Sauf s'il est prescrit autrement par la charte de la cité, la majorité des membres présents peut décider toutes les affaires et questions soumises au conseil et, dans aucun cas, un conseiller ne peut voter au scrutin secret. »	« 151. Except as otherwise provided in the charter of the city, the majority of the members present shall decide all questions and matters submitted to the council, and in no case may a councillor vote by secret ballot. »	Majority decisions.
1929, c. 95, a. 152, ab.	44. L'article 152 de la loi 19 George V, chapitre 95, est abrogé.	44. Section 152 of the act 19 George V, chapter 95, is repealed.	1929, c. 95, s. 152, repealed.

1929, c.
95, a. 153,
remp. **45.** L'article 153 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

Vote pré-
pondérant
du prési-
dent. « **153.** Aux assemblées du conseil, le président a voix prépondérante lorsque les votes sont également divisés; dans les autres cas, il ne vote pas. »

1929, c.
95, a. 155,
remp. **46.** L'article 155 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

Maintien
de l'ordre,
etc. « **155.** Le président doit maintenir l'ordre et le décorum, durant toute séance du conseil; il peut faire arrêter, par tout officier ou constable, quiconque trouble, de quelque manière que ce soit, le bon ordre durant toute séance du conseil. Toute personne ainsi arrêtée est traduite en Cour municipale pour y être jugée. »

1929, c.
95, a. 156,
ab. **47.** L'article 156 de la loi 19 George V, chapitre 95, est abrogé.

Id., a. 157,
remp. **48.** L'article 157 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

Absence
du pré-
sident. « **157.** Si le président est absent d'une séance du conseil, celui-ci choisit un de ses membres pour présider; le greffier de la cité préside jusqu'à ce qu'un président soit choisi. »

1929, c.
95, aa.
159a et
159b, aj. **49.** La loi 19 George V, chapitre 95, est modifiée en ajoutant, après l'article 159, les suivants:

Autorité
du
conseil. « **159a.** Le conseil a autorité pour:

a) adopter les budgets et voter les crédits nécessaires à l'administration de la cité, soumis par le comité exécutif, avec droit de les modifier dans les délais impartis;

b) consentir les contrats de la cité dans les cas où le comité exécutif ne peut le faire;

c) adopter les règlements décrétant les travaux considérés comme dépenses capitales et autoriser les emprunts ou imposer les taxes pour les payer ou ordonner qu'ils seront payés à même les fonds généraux non encore affectés;

45. Section 153 of the act 19 George V, 1929, c. chapter 95, is replaced by the following: 95, s. 153, replaced.

“**153.** At council meetings, the chair- Casting man shall have a casting vote when the vote. votes are equally divided. In other cases he shall not vote.”

46. Section 155 of the act 19 George V, 1929, c. chapter 95, is replaced by the following: 95, s. 155, replaced.

“**155.** The chairman shall maintain Maintenance of order and decorum during the sittings of the council; he may cause to be arrested by any officer or constable any one who may in any way disturb good order during any sitting of the council. Any person so arrested shall be brought before the Municipal Court, there to be dealt with.”

47. Section 156 of the act 19 George V, 1929, c. chapter 95, is repealed. 95, s. 156, repealed.

48. Section 157 of the act 19 George V, Id., s. 157, chapter 95, is replaced by the following: replaced.

“**157.** If the chairman shall be Absence of chair- absent from a sitting of the council, the man. council shall choose one of its members to preside; the city clerk shall preside until a chairman is chosen.”

49. The act 19 George V, chapter 95, is 1929, c. amended by adding, after section 159, the 95, ss. following: 159a, 159b, ad.

“**159a.** The council shall have au- Authority of council. thority to:

(a) adopt the budgets and vote the appropriations necessary for the administration of the city, submitted by the executive committee, with the right to amend the same within the prescribed delays;

(b) approve contracts on behalf of the city in the cases where the executive committee cannot do so;

(c) adopt the by-laws ordering works deemed to be capital expenditures and authorize loans or levy taxes to pay for the same or order the payment thereof out of the unappropriated general funds;

d) adopter tous les règlements de la cité concernant toute matière qu'elle a droit de réglementer;

e) créer par règlement les différents services de la cité et établir le champ de leurs activités;

f) se prononcer sur tout rapport que le comité exécutif lui soumet;

g) demander au comité exécutif des rapports sur toute matière concernant l'administration de la cité;

h) approuver le plan de classification des fonctions, les échelles de salaires s'y rapportant et leurs allocations, sur rapport du comité exécutif.

Services
à créer.

Le conseil doit notamment créer par règlement les services suivants: contentieux, santé publique, police, protection contre l'incendie, urbanisme et personnel.

Interpré-
tation.

Le mot « département », chaque fois qu'il se rencontre dans la présente charte, désigne « un service ».

Office du
personnel.

« **159b.** Un organisme désigné sous le nom de « Office du personnel » composé du gérant, du chef du service du personnel et du chef du service intéressé dans le cas soumis, a pour fonction de recommander au comité exécutif l'engagement, la promotion, la permutation, la diminution de grade, la suspension et la destitution des employés de la cité y compris les estimateurs et ceux de la Commission de l'exposition, à l'exception toutefois du gérant, des chefs de service et de leurs adjoints. Pour les fins de l'Office du personnel, le directeur administrateur de la Commission de l'exposition est considéré comme un chef de service. »

1929, c.
95, a. 160,
remp.

50. L'article 160 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 29 de la loi 1 George VI, chapitre 102, est de nouveau remplacé par le suivant:

Nomina-
tion du
greffier,
etc.

« **160.** Sur rapport du comité exécutif qui ne peut être modifié, le conseil nomme le greffier, le trésorier, les autres chefs de services et leurs adjoints.

Autres
nomina-
tions.

Il nomme aussi, sur rapport du comité exécutif, les autres officiers ou employés permanents, les membres du corps de police, ceux du service des incendies et

(d) enact all the city by-laws respecting any matter which it is entitled to regulate;

(e) create by by-law the various city departments and establish the field of their activities;

(f) decide upon any report submitted to it by the executive committee;

(g) require reports from the executive committee respecting any matter relating to the administration of the city;

(h) approve the job classification plan, the scales of salaries and allowances relating thereto, upon the report of the executive committee.

The council shall in particular create, by by-law, the following departments: law, public health, police, fire prevention, town-planning and personnel.

The word "département", wherever it occurs in the French version of this charter, means "un service".

« **159b.** A body called the Personnel Bureau, consisting of the manager, the head of the personnel department and the head of the department concerned with the case submitted, shall recommend to the executive committee the engagement, promotion, change of employment, reduction in rank, suspension and dismissal of the employees of the city, including the assessors and the employees of the Exhibition Commission, but excepting the manager, the heads of departments and their assistants. For the purposes of the Personnel Bureau, the managing director of the Exhibition Commission shall be deemed a head of a department. »

50. Section 160 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 29 of the act 1 George VI, chapter 102, is again replaced by the following:

« **160.** On the report of the executive committee, which cannot be amended, the council shall appoint the clerk, the treasurer, the heads of departments and their assistants.

On the report of the executive committee, it shall also appoint the other permanent officers and employees, the members of the police force, those of the fire

les employés réguliers des services extérieurs.

department and the regular employees of the outside departments.

Employés temporaires. Les employés temporaires sont nommés par le comité exécutif.»

The temporary employees shall be appointed by the executive committee.” Temporary employees.

1929, c. 95, a. 162f, aj. **51.** Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 162e, édicté par l'article 11 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 65, le suivant:

51. The said act is amended by adding after section 162e, enacted by section 11 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 65, the following:

Transport des fonds de pension. « **162f.** Les fonds accumulés au crédit d'un employé dans un fonds de pension de la cité peuvent être transportés au fonds de pension du gouvernement du Canada ou de la province.

“**162f.** The funds accumulated to the credit of an employee in a pension fund of the city may be transferred to the pension fund of the Government of Canada or of the Province.

Ententes. Les ententes à ce sujet peuvent prévoir des paiements additionnels et autres conditions. »

Agreements for such purpose may provide for additional payments and other conditions.”

1929, c. 95, a. 173a, remp. **52.** L'article 173a de la loi 19 George V, chapitre 95, édicté par l'article 8 de la loi 14-15 George VI, chapitre 70, est remplacé par le suivant:

52. Section 173a of the act 19 George V, chapter 95, enacted by section 8 of the act 14-15 George VI, chapter 70, is replaced by the following:

Nomination, etc., du gérant. « **173a.** Le conseil nomme le gérant et détermine son traitement, ainsi que les conditions et les modalités de son engagement par le vote favorable des deux tiers des conseillers présents.

“**173a.** The manager shall be appointed by the council, which, by the affirmative vote of two-thirds of the councillors present, shall fix his salary as well as the terms and conditions of his engagement.

Ancien conseiller. Il est interdit à un ancien conseiller de la cité de Québec d'exercer la fonction de gérant de la cité de Québec, si ce n'est après l'expiration des deux années qui suivent la fin de son mandat.

No former councillor of the city of Quebec shall act as manager of the city of Quebec except after the expiry of two years following the end of his term of office.

Domicile, etc., du gérant. Le gérant doit avoir son domicile dans la cité, lors de sa nomination, ou l'y établir dans les six mois de cette nomination. Il doit consacrer tout son temps à l'exercice de sa fonction et il lui est interdit de louer ses services ou de travailler pour qui que ce soit d'autre que la cité de Québec.

The manager shall have his domicile within the city at the time of his appointment, or establish it there within six months of such appointment. He shall devote all his time to the performance of his duties and he shall not lease his services or work for anyone other than the city of Quebec.

Suspension, etc. Au conseil seul appartient le droit de suspendre le gérant, de diminuer son traitement ou de le destituer par un vote des deux tiers de ses membres. Le gérant peut, dans les huit jours, interjeter appel d'une telle décision à la Commission municipale de Québec qui décide en dernier ressort après enquête.

The council alone may suspend the manager, reduce his salary or remove him by vote of two-thirds of its members. The manager may, within eight days, appeal from such decision to the Quebec Municipal Commission, whose decision, after investigation, shall be final.

Adjoint. Sur la recommandation du gérant, le conseil lui nomme un adjoint. Dans les cas d'absence ou d'incapacité du gérant,

Upon the recommendation of the manager, the council shall also appoint an assistant to him. In the case of the man-

l'adjoint a les mêmes attributions et les mêmes devoirs. Les dispositions du présent article s'appliquent également à l'adjoint. »

1929, c.
95, a.
173b,
remp.

53. L'article 173b de la loi 19 George V, chapitre 95, édicté par l'article 8 de la loi 14-15 George VI, chapitre 70, est remplacé par le suivant:

Attribu-
tions et
devoirs du
gérant.

« **173b.** Le gérant a les attributions et les devoirs qui suivent:

a) administrer les affaires de la cité sous l'autorité du comité exécutif;

b) exercer, à titre de mandataire du comité exécutif, l'autorité sur les chefs de services, à l'exception du greffier et du vérificateur;

c) assurer la liaison entre le comité exécutif et les chefs de services et surveiller le travail des services;

d) transmettre au comité exécutif la correspondance que lui adressent les services de la cité et l'accompagner de ses recommandations;

e) assister aux réunions du comité exécutif et prendre part aux délibérations, sans cependant avoir le droit de voter;

f) verser ses propres conclusions, s'il le juge à propos, au dossier de toute affaire soumise au comité exécutif ou au conseil;

g) assister aux réunions du conseil, et lui donner toutes les informations et les avis que le conseil lui demande;

h) faire rapport au conseil de toute question qu'il croit devoir porter à la connaissance du conseil;

i) avoir accès à tous les dossiers de la cité;

j) obliger tout fonctionnaire ou employé de la cité à lui fournir toutes les informations et tous les documents qu'il lui aura demandés;

k) donner aux conseillers toutes les informations qu'ils lui demandent;

l) assurer la réalisation des plans et des programmes de la cité sous l'autorité du comité exécutif;

m) faire préparer des plans et des programmes en vue de la réparation et de l'entretien des bâtisses et des installations

ager's absence or inability to act, the assistant shall have the same functions and duties. The provisions of this section shall also apply to the assistant."

53. Section 173b of the act 19 George V, chapter 95, enacted by section 8 of the act 14-15 George VI, chapter 70, is replaced by the following:

1929, c.
95, s.
173b, re-
placed.

« **173b.** The manager shall have the following functions and duties:

Duties of
manager.

(a) under the authority of the executive committee, to manage the affairs of the city;

(b) as mandatarary of the executive committee, to exercise authority over the heads of departments, with the exception of the clerk and the auditor;

(c) to ensure coordination between the executive committee and the heads of departments, and to supervise the work of the departments;

(d) to transmit to the executive committee, with his recommendations, any correspondence sent to him by city departments;

(e) to attend the meetings of the executive committee and take part in its deliberations, without, however, being entitled to vote;

(f) if he deems it expedient, to add his own conclusions to the file of any matter submitted to the executive committee or to the council;

(g) to attend meetings of the council and furnish it with such information and advice as the council requires of him;

(h) to report to the council on any question which he believes should be brought to its notice;

(i) to have access to all the city's records;

(j) to compel any officer or employee of the city to furnish him with any information and documents which he shall require;

(k) to furnish the councillors with any information which they may request;

(l) under the authority of the executive committee, to ensure the carrying out of the city's plans and programmes;

(m) under the authority of the executive committee, to cause to be drawn up plans and programmes for the repair and

de la cité, sous l'autorité du comité exécutif;

n) faire préparer des plans et des programmes en vue d'améliorer le fonctionnement et le rendement des services de la cité et d'en assurer le développement normal;

o) obtenir, étudier et présenter au comité exécutif, et même au conseil, s'il le juge à propos, les projets préparés par les chefs de services, sur des matières qui requièrent l'approbation du comité exécutif ou celle du conseil, et proposer au comité exécutif ou au conseil de prendre, dans le cadre de leur juridiction respective, toute décision qu'il juge de l'intérêt de la cité;

p) coordonner les estimations budgétaires des divers services et les présenter au comité exécutif, et, s'il le juge à propos, faire au comité exécutif ou même au conseil, toute recommandation qu'il estime nécessaire;

q) assurer l'efficacité de tous les services de la cité;

r) surveiller les dépenses en collaboration avec le trésorier, et s'assurer que l'argent de la cité est employé conformément aux affectations que comportent le budget, les règlements et les résolutions;

s) présenter sans retard au comité exécutif la liste des comptes à payer;

t) être membre de droit de l'office du personnel de la cité. »

maintenance of buildings and installations in the city;

(n) to cause to be drawn up plans and programmes for improving the functioning and performance of the departments of the city and for ensuring the normal development thereof;

(o) to obtain, study and present to the executive committee, and even to the council, if he deems it expedient, projects prepared by heads of departments on matters requiring the approval of the executive committee or of the council, and to recommend to the executive committee or the council the taking of any decision, within its jurisdiction, which he deems to be in the interests of the city;

(p) to coordinate the budgetary estimates of the various departments and present them to the executive committee and, if he deems it expedient, make to the executive committee or even to the council any recommendation which he considers necessary;

(q) to ensure the efficient functioning of all departments of the city;

(r) to supervise expenditures in cooperation with the treasurer, and satisfy himself that the city's money is used in conformity with the appropriations comprised in the budget, by-laws and resolutions;

(s) to submit forthwith to the executive committee a list of accounts payable;

(t) to be *ex officio* a member of the city's personnel bureau."

1929, c. 95, s. 176, remp.
54. L'article 176 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 33 de la loi 1 George VI, chapitre 102, est de nouveau remplacé par le suivant:

Vérificateur permanent.
« **176.** Il est du devoir du conseil de nommer un vérificateur permanent salarié pour effectuer la vérification courante et détaillée des comptes de la cité avant paiement.

Vérificateur temporaire.
Le conseil doit de plus, sur rapport du comité exécutif, nommer annuellement un vérificateur choisi hors de ses membres et des fonctionnaires de la cité pour lui faire un rapport sur les comptes de la cité, sur le bilan et l'état des revenus et dépenses dressés par le trésorier.

1929, c. 95, s. 176, replaced.
54. Section 176 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 33 of the act 1 George VI, chapter 102, is again replaced by the following:

« **176.** The council shall appoint a permanent auditor with a salary to make a detailed current audit of the accounts of the city before payment.

The council shall also, on a report of the executive committee, appoint annually an auditor who is neither a member of the council nor an employee of the city, to report to it on the accounts of the city, the balance sheet and the statement of revenue and expenditure prepared by the Treasurer.

Qualifica-
tion.

Seuls peuvent être nommés vérificateurs les membres actifs d'un Institut, Association ou Corporation de comptables constitué par une loi de la Législature de la province de Québec et habilités à faire de la vérification.»

Only active members of an Institute, Association or Corporation of accountants, incorporated by act of the Legislature of the Province of Quebec and qualified to make audits, may be appointed auditors.”

1929, c.
95, sect.
XX, titre
remp.

55. Le titre de la section xx, de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

55. The title of Section XX of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following:

1929, c.
95, Sec.
XX, title
replaced.

« LE COMITÉ EXÉCUTIF —
SES POUVOIRS ET ATTRIBUTIONS ».

“EXECUTIVE COMMITTEE —
POWERS AND FUNCTIONS”.

Id., a. 185,
remp.

56. L'article 185 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 38 de la loi 1 George VI, chapitre 102, et modifié par l'article 6 de la loi 2 George VI, chapitre 104, est de nouveau remplacé par le suivant:

56. Section 185 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 38 of the act 1 George VI, chapter 102, and amended by section 6 of the act 2 George VI, chapter 104, is again replaced by the following:

Id., s. 185,
replaced.Président
du comité
exécutif.

« **185.** 1. Le maire est le président du comité exécutif; il nomme à la première assemblée du comité exécutif l'un des membres, président intérimaire; celui-ci doit exercer en son absence ou en cas de vacance dans cette charge tous les devoirs du président.

“**185.** (1) The mayor shall be chairman of the executive committee; at the first meeting of the executive committee, he shall appoint one of the members as acting chairman; the latter shall carry out, during the chairman's absence or in the case of vacancy in such office, all the duties of the chairman.

Chairman
of execu-
tive com-
mittee.

Quorum.

Le quorum du comité exécutif est de trois et le président a un vote prépondérant en cas d'égalité des voix.

Three shall constitute a quorum of the executive committee, and the chairman shall have a casting-vote in the event of a tie.

Quorum.

Séances à
huis clos.

2. Le comité siège à huis clos, sauf s'il estime que, dans l'intérêt de la cité, ses délibérations doivent avoir lieu publiquement.

(2) The committee shall sit in camera unless it deems that in the interests of the city its proceedings should be public.

Sittings
in camera.

Secrétaire.

3. Le greffier de la cité et, en son absence, l'assistant greffier, est le secrétaire du comité.

(3) The city clerk or, in his absence, the assistant clerk, shall be secretary of the committee.

Secretary.

Vacance.

4. Toute vacance dans le comité est remplie par le maire dans les huit jours de cette vacance. Pendant cette vacance, les membres restants, s'ils forment quorum, peuvent agir.

(4) Every vacancy in the committee shall be filled by the mayor within eight days of its occurrence. While such vacancy subsists, the remaining members may act, if they constitute a quorum.

Vacancy.

Démis-
sion.

5. La démission d'un membre du comité est effective à compter du jour où elle a été remise au greffier de la cité.

(5) The resignation of a member of the committee shall take effect on the day on which it is tendered to the city clerk.

Resigna-
tion.

Fonctions.

6. Le comité exécutif exerce les fonctions exécutives du gouvernement de la cité, qui sont principalement les suivantes:

(6) The executive committee shall exercise the executive functions of the government of the city which are principally the following:

Func-
tions.

a) faire rapport au conseil de toute matière de la juridiction du conseil et que ce dernier lui a soumise, sauf prescription

(a) to report to the council on any matter under the council's jurisdiction submitted by it, except where otherwise

contraire. Si la résolution du conseil a été adoptée par les deux tiers des membres présents du conseil, le comité exécutif doit lui faire rapport dans les trente jours de l'adoption de la résolution;

b) le comité exécutif fait part au conseil de ses décisions et suggestions, au moyen de rapports signés par son président.

Matières
à soumet-
tre au
conseil.

7. Le comité exécutif prépare et soumet au conseil:

a) tous les règlements;

b) le budget annuel des revenus et des dépenses au plus tard le 1er mars de chaque année, y compris les règlements imposant les taxes, licences, permis ou autres redevances municipales;

c) toute demande pour l'affectation du produit des emprunts ou pour tout autre crédit requis;

d) toute demande pour virement de fonds ou de crédits déjà votés;

e) tout rapport recommandant l'octroi de franchises et privilèges;

f) tout rapport se rapportant à l'échange ou la location par bail emphytéotique d'un immeuble appartenant à la cité et, en outre, à la location de ses biens meubles ou immeubles, lorsque la durée du bail excède un an;

g) toute autre demande dont l'objet n'est pas déclaré être de la juridiction exclusive du comité exécutif;

h) tout plan de classification des fonctions et des traitements qui s'y rattachent.

Approba-
tion, etc.

8. Toute demande, tout règlement ou tout rapport soumis par le comité exécutif doit, sauf prescription contraire, être approuvé, rejeté, amendé ou retourné par le vote de la majorité des membres du conseil présents à la séance; cependant, toute demande, tout règlement ou tout rapport sur lequel le conseil ne s'est pas prononcé pendant deux séances consécutives est considéré comme approuvé et accepté par le conseil; néanmoins, le comité exécutif peut à nouveau soumettre au conseil avec ou sans amendement un rapport déjà rejeté par ce dernier.

Budget.

9. Après avoir tenu compte de l'estimation des revenus de la cité et après avoir étudié les estimations des dépenses soumises par les chefs de services ainsi que

provided. If the resolution of the council is passed by two-thirds of the members of the council present, the executive committee shall report to it within thirty days of the passing of such resolution;

(b) the executive committee shall communicate its decisions and suggestions to the council by means of reports signed by its chairman.

(7) The executive committee shall prepare and submit to the council:

Matters
to be sub-
mitted to
council.

(a) all the by-laws;

(b) the annual budget of revenue and expenditures, not later than the 1st of March in each year, including the by-laws imposing the taxes, licences, permits and other municipal dues;

(c) every application for the appropriation of the proceeds of loans or for any other credit required;

(d) every application for a transfer of funds or credits already voted;

(e) every report recommending the granting of franchises and privileges;

(f) every report concerning the exchange or the rental by emphyteutic lease of an immovable belonging to the city and in addition the rental of its moveable and immovable property, when the term of the lease exceeds one year;

(g) every other application the object of which has not been declared to be under the exclusive jurisdiction of the executive committee;

(h) every plan of classification of functions and of the salaries attached thereto.

(8) Every application, by-law or report submitted by the executive committee shall, except where otherwise provided, be approved, rejected, amended or referred back by the vote of the majority of the members of the council present at the meeting; however, any application, by-law or report on which the council has not taken a decision during two consecutive meetings shall be deemed to be approved and accepted by the council; nevertheless, the executive committee may submit again to the council, with or without amendment, a report already rejected by it.

Approval,
etc.

(9) After taking into account the estimate of the city's revenue and studying the estimates of expenses submitted by the heads of departments, and their reports

Budget.

leurs rapports et suggestions tels que présentés par le gérant, le comité exécutif prépare et adopte le budget pour l'exercice financier suivant; il doit aussi préparer et adopter les règlements et les résolutions imposant les taxes, permis et licences pour payer les dépenses, compte tenu de tous les autres revenus de la cité.

Adoption
par le
conseil.

10. Si le conseil n'adopte pas, à son tour, avant le 1er avril de chaque année, le budget, les règlements et les résolutions qui s'y rapportent, soumis par le comité exécutif, ils deviennent automatiquement en vigueur à compter de cette date.

Crédits à
la dispo-
sition du
comité.

11. Sauf prescription contraire, les crédits votés par le conseil, soit par voie de budget, soit à même le produit des emprunts, soit autrement, restent à la disposition du comité exécutif qui veille à leur emploi pour les fins auxquelles ils ont été votés, sans autre approbation du conseil.

Fixation
des salai-
res, etc.

12. Sauf prescription contraire, le comité exécutif fixe les salaires de tous les employés de la cité, à l'exception de ceux qui relèvent exclusivement du conseil. L'augmentation du nombre des employés de la cité dans tout service doit aussi être autorisée par le comité exécutif, pourvu que celui-ci ait à sa disposition les crédits nécessaires.

Contrats
n'excé-
dant pas
\$3,000.

13. Le comité exécutif peut consentir sans l'autorisation du conseil et sans soumission tout contrat dont le montant n'excède pas \$3,000; il doit soumettre au conseil pour approbation tous les contrats dont le montant excède \$3,000. Toutefois, il peut, après avoir demandé et reçu des soumissions et sans l'autorisation du conseil, consentir seul tout contrat dont le montant n'excède pas celui mis à sa disposition pour cette fin.

Id., au-
dessus de
\$3,000.

14. Sauf les cas d'urgence, le comité exécutif doit demander des soumissions dans tous les cas où la dépense à encourir excède \$3,000, à moins d'en être dispensé par le conseil à la suite d'une recommandation du gérant et d'un rapport du comité exécutif; sauf dans ce cas de dispense, le comité exécutif ne peut consentir le contrat sans l'autorisation du conseil.

and suggestions as presented by the manager, the executive committee shall prepare and adopt the budget for the following fiscal year; it shall also prepare and pass by-laws and resolutions imposing taxes, permits and licences to meet the expenses, with due regard for all other revenue of the city.

(10) If, before the first of April of each year, the council does not, in its turn, adopt the budget and pass the by-laws and resolutions relating thereto submitted by the executive committee, they shall automatically come into force on that date.

Adoption
by
council.

(11) Except where otherwise provided, the appropriations voted by the council, either by the budget or out of the proceeds of loans, or otherwise, shall remain at the disposal of the executive committee which shall see that they are used for the purposes for which they were voted, without further approval by the council.

Appropri-
ations at
disposal of
com-
mittee.

(12) Except where otherwise provided, the executive committee shall fix the salaries of all city employees except those under the exclusive jurisdiction of the council. Any increase in the number of city employees in a department shall also be authorized by the executive committee, provided it has at its disposal the necessary appropriations.

Fixing of
salaries,
etc.

(13) The executive committee may approve, without the authorization of the council and without tenders, any contract the amount whereof does not exceed \$3,000; it shall submit to the council for approval all contracts the amount whereof exceeds \$3,000. Nevertheless, after having called for and received tenders, it may alone, without the authorization of the council, approve any contract the amount of which does not exceed the amount placed at its disposal for such purpose.

Contracts
not over
\$3,000.

(14) Except in urgent cases, and unless exempted therefrom by the council following a recommendation by the manager and a report of the executive committee, the executive committee shall call for tenders in all cases in which the expenses to be incurred exceed \$3,000; except in such case of exemption, the executive committee may not approve the contract without the authorization of the council.

Id., over
\$3,000.

- Cas d'urgence.** 15. Dans les cas d'urgence, le comité exécutif à la requête du gérant a le droit de faire toutes dépenses qu'il juge nécessaires; le comité alors doit faire un rapport motivé au conseil à la première assemblée qui suit.
- Signature des contrats.** 16. Tous les contrats doivent être signés au nom de la cité par le président du comité exécutif et par le greffier. Le président du comité exécutif peut cependant autoriser, généralement ou spécialement, par écrit, un autre membre du comité exécutif à signer les contrats à sa place.
- Travaux en régie.** 17. Le comité exécutif peut, sans le consentement du conseil, faire exécuter des travaux en régie dont le coût n'excède pas \$10,000; cependant, le conseil peut autoriser le comité exécutif à faire exécuter en régie des travaux déterminés de toute nature et dont le coût excède \$10,000.
- Observation de la loi, etc.** 18. Le comité exécutif doit veiller à ce que la loi, les règlements, les résolutions et les contrats de la cité soient fidèlement observés.
- Préparation des plans et devis, etc.** 19. Le comité exécutif veille à la préparation des plans et devis et à la demande de soumissions.
- Sommes dues par la cité.** 20. Le comité exécutif autorise le paiement de toutes les sommes dues par la cité en observant les formalités, restrictions et conditions prescrites dans la charte.
- Communications entre le conseil et les services.** 21. Toute communication entre le conseil et les services se fait par l'entremise du comité exécutif; dans ses rapports avec celui-ci, le conseil doit toujours agir par résolution. Les membres du conseil ne doivent s'adresser qu'au gérant pour tout renseignement concernant les services.
- Communications entre le comité et les services.** 22. Toute communication entre le comité exécutif et les services se fait par l'entremise du gérant; cependant, le comité exécutif a le droit, en tout temps, de faire venir devant lui tout chef de service pour obtenir tous les renseignements qu'il désire.
- Suspension de la délivrance de permis.** 23. Le comité exécutif a le droit de suspendre la délivrance de tout permis non conforme à un projet d'amendement à des règlements ou à un projet de règlement de
- (15) In urgent cases, the executive committee shall, on the request of the manager, be entitled to pay any expenses which it shall deem necessary; the committee shall then submit to the council, at its next meeting, a report stating the reasons therefor.
- (16) All contracts shall be signed in the name of the city by the chairman of the executive committee and by the clerk. The chairman of the executive committee may, however, authorize, generally or specifically, in writing, another member of the executive committee to sign the contracts in his stead.
- (17) The executive committee may, without the consent of the council, cause to be carried out, by day labour, works the cost of which does not exceed \$10,000; nevertheless, the council may authorize the executive committee to cause to be carried out, by day labour, specified works of any kind the cost of which exceeds \$10,000.
- (18) The executive committee shall see that the laws, by-laws, resolutions and contracts of the city are faithfully observed.
- (19) The executive committee shall see to the preparation of plans and specifications and to the calling for tenders.
- (20) The executive committee shall authorize the payment of all sums due by the city, in accordance with the formalities, restrictions and conditions prescribed by the charter.
- (21) Every communication between the council and the departments shall be effected through the executive committee; in its dealings with the latter, the council shall always act by resolution. The members of the council shall apply to the manager only for any information respecting the departments.
- (22) Every communication between the executive committee and the departments shall be effected through the manager; but the executive committee may, at any time, cause to appear before it the head of any department in order to obtain any information which it may desire.
- (23) The executive committee may suspend the issue of any permit which is not in compliance with a draft amendment to any by-law or with a draft
- Urgent cases.
- How contracts signed.
- Work by day labour.
- Observance of laws, etc.
- Plans, specifications, etc.
- Sums due by city.
- Communications between council and departments.
- Id., between committee and departments.
- Suspension of issue of permits.

zonage ou de construction, et ce, pour la période comprise entre la date de la résolution du comité exécutif suspendant la délivrance du permis et la date de la décision du conseil sur ce nouveau règlement, cette période ne devant en aucun cas excéder 120 jours.

Nomina-
tion des
chefs de
services,
etc.

24. Tous les chefs de services et leurs adjoints, sauf le gérant et son adjoint, sont nommés par le conseil sur rapport du comité exécutif. Ce rapport ne peut être amendé; il ne peut être rejeté qu'à la majorité de tous les membres du conseil. Sur rapport du comité exécutif, le conseil peut, par le vote des deux tiers de ses membres, suspendre ces officiers, diminuer leur traitement ou les destituer.

Appel.

Ces officiers peuvent, dans les huit jours du délai de reconsidération de la décision, interjeter appel d'une telle décision à la Commission municipale de Québec qui décide en dernier ressort après enquête.

Respon-
sabilité
des chefs
de ser-
vices.

25. Les chefs de services, sauf prescription contraire de la charte, répondent de l'administration de leurs services respectifs en premier lieu au gérant et en dernier ressort au comité exécutif. A la demande du comité exécutif, ils doivent lui faire parvenir des rapports écrits ainsi que leur avis écrit sur toute question touchant leurs services.»

1929, c.
95, a. 186,
ab.

57. L'article 186 de la loi 19 George V, chapitre 95, est abrogé.

Id., a. 187,
remp.

58. L'article 187 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 39 de la loi 1 George VI, chapitre 102, est de nouveau remplacé par le suivant:

Président
des orga-
nismes
spéciaux,
etc.

«**187.** Le maire est président *ex officio* de tous les organismes spéciaux ou commissions constitués par la présente charte et il a voix délibérative et votante. En l'absence du maire, le président intérimaire du comité exécutif agit comme président avec les mêmes pouvoirs. En leur absence, le président est choisi parmi les membres présents.»

1929, c.
95, a. 189,
remp.

59. L'article 189 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

zoning or building by-law, for the period between the date of the resolution of the executive committee suspending the issue of the permit and the date of the decision of the council on such new by-law, such period not to exceed in any case 120 days.

(24) All heads of departments and their assistants, except the manager and his assistant, shall be appointed by the council on a report of the executive committee. Such report cannot be amended; it cannot be rejected except by an absolute majority of all the members of the council. On a report of the executive committee, the council may, by the vote of two-thirds of its members, suspend such officers, reduce their salaries or dismiss them.

Appoint-
ment of
depart-
ment
heads,
etc.

Such officers may, within eight days of the delay for reconsidering the decision, appeal from such decision to the Quebec Municipal Commission whose decision, after investigation, shall be final.

Appeal.

(25) The heads of departments, unless otherwise provided by the charter, shall be responsible first to the manager and finally to the executive committee for the administration of their respective departments. At the request of the executive committee, they shall furnish it with written reports and give their written advice on any question concerning their departments."

Respon-
sibility of
depart-
ment
heads.

57. Section 186 of the act 19 George V, chapter 95, is repealed.

1929, c.
95, s. 186,
repealed.

58. Section 187 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 39 of the act 1 George VI, chapter 102, is again replaced by the following:

Id., s. 187,
replaced.

“**187.** The mayor shall be chairman *ex officio* of all special bodies or committees constituted by this charter and may take part in the discussions and vote. In his absence, the temporary chairman of the executive committee shall act as chairman, with the same powers. In the absence of both of them, the chairman shall be chosen from among the members present.”

Chairman
of special
bodies,
etc.

59. Section 189 of the act 19 George V, chapter 95, is replaced by the following:

1929, c.
95, s. 189,
replaced.

Peines
pour in-
fractions.

« **189. 1.** Est passible, sur poursuite sommaire devant un juge municipal, d'une amende de deux cents à mille dollars, des frais et d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement additionnel d'un mois, quiconque, directement ou indirectement, par lui-même ou par intermédiaire:

a) promet, accepte ou convient d'accepter ou réclame ou sollicite d'une personne aspirant à un emploi dans le service municipal, ou de la part de cette personne, une somme d'argent ou une considération pécuniaire quelconque en retour de son vote, de son aide, de ses conseils ou de son influence, réelle ou supposée, afin que cette personne puisse obtenir un emploi au service de la cité; ou

b) promet, accepte ou convient d'accepter ou sollicite ou réclame d'un employé municipal, une somme d'argent ou une considération pécuniaire quelconque, en retour de son vote, de son aide, de ses conseils ou de son influence, réelle ou supposée, afin que cet employé puisse recevoir une promotion, un avancement, une augmentation de salaire, une gratification, des émoluments additionnels ou quelque avantage ou bénéfice de cette nature; ou

c) donne, prête, convient de donner ou de prêter, offre ou promet une somme d'argent ou une considération pécuniaire quelconque, afin d'engager une personne à lui obtenir ou à aider de quelque manière à lui obtenir un emploi dans le service municipal; ou

d) alors qu'il est à l'emploi de la cité, à titre temporaire ou permanent, donne, prête, convient de donner ou de prêter, offre ou promet une somme d'argent ou une considération pécuniaire quelconque afin d'engager une personne à lui obtenir, à chercher à lui obtenir ou à aider de quelque manière à lui obtenir une promotion, un avancement, une augmentation de salaire, une gratification, une allocation pour travail additionnel ou quelque avantage ou bénéfice de cette nature.

Membre
du conseil.

Dans le cas du sous-paragraphe b du présent article, si la personne déclarée coupable est un membre du conseil, elle est en outre, de plein droit, déchue de

« **189. (1)** The following shall be liable, on summary prosecution before a municipal judge, to a fine of two hundred to one thousand dollars and costs and imprisonment for a term not exceeding three months and, failing payment of the fine and the costs, to an additional term of imprisonment of one month any person who, directly or indirectly, by himself or through another:

Offences
and pen-
alties.

(a) promises, accepts or agrees to accept or claims or solicits from, or on behalf of a person who is an applicant for employment in the municipal service, a sum of money or any pecuniary consideration in return for his vote, assistance, advice or influence, real or presumed, so that such person may obtain employment in the service of the city; or

(b) promises, accepts or agrees to accept or solicits or claims from a municipal employee a sum of money or any pecuniary consideration, in return for his vote, assistance, advice or influence, real or presumed, so that such employee may receive a promotion, advancement, increase in salary, gratuity, additional emoluments or any advantage or benefit of such nature; or

(c) gives, lends, agrees to give or to lend, offers or promises a sum of money or any pecuniary consideration, in order to induce a person to obtain for him or to assist in any way in obtaining for him employment in the municipal service; or

(d) while in the temporary or permanent employ of the city, gives, lends, agrees to give or to lend, offers or promises a sum of money or any pecuniary consideration in order to induce a person to obtain for him, to seek to obtain for him or to assist in any manner in obtaining for him a promotion, advancement, increase in salary, gratuity, allowance for additional work or any advantage or benefit of such nature.

In the case of paragraph b of this section, if the person convicted is a member of the council, he shall also, *pleno jure*, forfeit such position and be disqualified

Member
of council.

cette fonction et frappée d'incapacité à occuper une telle fonction pendant une période de cinq ans.

Employé
municipal.

Dans le cas du même sous-paragraphe, si la personne convaincue de culpabilité est un employé municipal, ainsi que dans le cas du sous-paragraphe *d*, le contrevenant est immédiatement destitué par ordre du maire et ne peut être repris au service de la cité, en quelque qualité que ce soit, pendant une période de dix ans.

Peine
pour acti-
vité parti-
sane.

2. Est passible de destitution, tout employé de la cité qui s'adonne à une activité partisane au cours d'une élection municipale. »

1929, c.
95, sect.
XXII,
vers. fr.
titre
remp.

60. La version française du titre de la section XXII de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacée par la suivante:

« COTISATIONS POUR FINS MUNICIPALES —
ESTIMATEURS —
NOMINATION ET DEVOIRS ».

Id., a. 194,
remp.

61. L'article 194 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 5 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 69, et par l'article 8 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 58, est de nouveau remplacé par le suivant:

Chef esti-
mateur et
son
adjoint.

« **194.** 1. Le chef estimateur et son adjoint sont nommés par le conseil sur rapport du comité exécutif; ce rapport ne peut être modifié par le conseil.

Responsa-
bilité, etc.

2. Le chef estimateur a la responsabilité, les prérogatives et l'autorité d'un chef de service et son adjoint exerce son autorité en son absence.

Partage
du travail.

3. Le chef estimateur détermine comment les estimateurs doivent se partager le travail, et prescrit de quelle façon ce travail doit être exécuté.

Juridic-
tion du
chef esti-
mateur.

4. Dans les cadres de la convention collective, les estimateurs sont entièrement soumis à la juridiction du chef estimateur quant aux devoirs qu'ils ont à remplir, à leurs heures de travail et à toute autre règle d'administration interne qu'il plaît au chef de leur imposer.

from holding such position for a period of five years.

In the case of the same paragraph, if the convicted person is a municipal employee, and also in the case of paragraph *d*, the offender shall be dismissed forthwith by order of the mayor and shall not, for a period of ten years, be re-employed in the service of the city in any capacity.

(2) Any employee of the city who participates in any partisan activity during a municipal election shall be liable to dismissal."

60. The French version of the title of 1929, c. 95, sec. XXII, Fr. chapter 95, is replaced by the following: title re-
placed.

“COTISATIONS POUR FINS MUNICIPALES —
ESTIMATEURS —
NOMINATION ET DEVOIRS”.

61. Section 194 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 5 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 69, and by section 8 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 58, is again replaced by the following:

“**194.** (1) The chief assessor and his assistant shall be appointed by the council, upon a report of the executive committee; such report cannot be amended by the council.

(2) The chief assessor shall have the responsibilities, prerogatives and authority of a head of a department and his assistant shall exercise his powers during his absence.

(3) The chief assessor shall determine how the work shall be divided amongst the assessors, and shall prescribe in what manner such work shall be done.

(4) Within the limits of the collective agreement, the assessors shall be under the exclusive jurisdiction of the chief assessor as to the duties which they are to fulfil, as to their working hours and as to all other internal administration rules which the chief assessor shall deem fit to impose on them.

Devoirs.

5. Les estimateurs sont tenus de remplir les devoirs qui leur sont imposés par la présente charte. »

(5) The assessors shall be held to perform the duties which are imposed upon them by this charter." Duties.

1929, c.
95, a. 197.
ab.

62. L'article 197 de la loi 19 George V, chapitre 95, est abrogé.

62. Section 197 of the act 19 George 1929, c.
95, s. 197,
repealed.

Id., a. 199,
ab.

63. L'article 199 de la loi 19 George V, chapitre 95, est abrogé.

63. Section 199 of the act 19 George Id., s. 199,
repealed.

Id., a. 214,
mod.

64. L'article 214 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 11 de la loi 9 George VI, chapitre 71, et modifié par l'article 14 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 58, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant:

64. Section 214 of the act 19 George Id., s. 214,
am.
V, chapter 95, replaced by section 11 of the act 9 George VI, chapter 71, and amended by section 14 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 58, is again amended by replacing subsection 1 by the following:

Bureau
de revision
des
évaluations.

« **214.** 1. Il est, par la présente loi, créé un bureau de revision des évaluations, qui se compose de trois membres, dont l'un est désigné comme président et un autre comme vice-président, nommés par le conseil sur rapport du comité exécutif; ce rapport ne peut être modifié par le conseil. Ces membres peuvent être nommés pour le temps nécessaire et leur traitement est fixé par le conseil selon la procédure ordinaire, sauf quant au président qui n'a droit à aucune indemnité. »

“**214.** (1) There is created by this act a board of revision of valuation which shall be composed of three members, one of whom shall be designated as chairman and another as vice-chairman, appointed by the council upon a report of the executive committee; such report cannot be amended by the council. Such members may be appointed for the necessary period of time and their salaries shall be fixed by the council in accordance with the ordinary procedure, excepting as regards the chairman who shall not be entitled to any indemnity.” Board of revision of valuation.

1929, c.
95, a. 273,
remp.

65. L'article 273 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 9 de la loi 5 George VI, chapitre 72, par l'article 13 de la loi 13 George VI, chapitre 72, et par l'article 6 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 69, est de nouveau remplacé par le suivant:

65. Section 273 of the act 19 George 1929, c.
95, s. 273,
replaced.
V, chapter 95, replaced by section 9 of the act 5 George VI, chapter 72, by section 13 of the act 13 George VI, chapter 72, and by section 6 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 69, is again replaced by the following:

Intérêt
sur taxes,
etc.

« **273.** L'intérêt est payé à raison de six pour cent l'an sur toutes sommes exigées par la corporation pour toutes taxes quelconques non payées avant le 1er novembre de chaque année de même que pour les comptes se rapportant à l'enlèvement de la neige. Toutefois, si les comptes des redevances ci-dessus mentionnées n'ont pas été envoyés avant le 2 octobre, l'intérêt ne court qu'à compter de trente jours de l'envoi du compte. Quant aux autres comptes, l'intérêt court à compter de trente jours de l'envoi du

“**273.** Interest at the rate of six per cent per annum shall be payable on all sums exigible by the corporation for any taxes whatsoever not paid before the first day of November of each and every year, as well as for the accounts relating to snow removal. Nevertheless, if the accounts for the aforementioned dues are not sent before the 2nd of October, the interest shall be computed only from thirty days after the sending of the account. As regards other accounts, the interest shall be computed from thirty days Interest on taxes, etc.

compte de l'année courante. Il est exigé un intérêt de six pour cent l'an sur toute licence non payée dans les trente jours de l'exigibilité de ladite licence.

Escompte. Tout contribuable qui paie son compte de taxes avant le quinze octobre de chaque année a droit à un escompte n'excédant pas cinq pour cent par année, calculé sur le nombre de jours entre la date du paiement et le premier novembre suivant.

Idem. Il est loisible à la cité d'accepter des contribuables, entre le premier janvier et le trente avril de chaque année, des paiements par anticipation sur les taxes de l'année suivante, et les contribuables bénéficient de l'escompte prévu à l'alinéa précédent.

Emploi des deniers perçus. L'argent ainsi perçu ne peut être employé à d'autres fins que pour le rachat des bons du trésor.

Remise, etc., prohibée. Aucune remise ou réduction de l'intérêt sur les sommes exigibles par la cité et non payées ne peut être faite.

Versements relatifs aux rentes seigneuriales. Les versements annuels dus en vertu de la loi 25-26 George V, chapitre 82, modifiée par la loi 4 George VI, chapitre 25, article 9, portent intérêt à cinq pour cent à compter de la date de leur exigibilité.

1959-60, c. 100, a. 11, ab. **66.** L'article 11 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 100, est abrogé.

1929, c. 95, a. 312a, remp. **67.** L'article 312a de la loi 19 George V, chapitre 95, édicté par l'article 7 de la loi 15-16 George VI, chapitre 63, remplacé par l'article 7 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 69, par l'article 17 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 58, et par l'article 1 de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 69, est de nouveau remplacé par le suivant:

Subventions pour terrains de jeux, etc. « **312a.** La cité est autorisée à accorder à même son budget des subventions pour l'établissement et le maintien de terrains de jeux et de centres de loisirs dans les limites de son territoire. »

1929, c. 95, a. 401, ab. **68.** L'article 401 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 44 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 51, est abrogé.

from the sending of the account for the current year. Interest at six per cent per annum shall be charged on any license not paid within thirty days from the date of its exigibility.

Discount. Every ratepayer who shall pay his tax account before the fifteenth of October of each year shall be entitled to a discount not exceeding five per cent per annum, computed on the number of days between the date of payment and the first of November following.

Idem. The city may accept from the ratepayers, between the first of January and the thirtieth of April of each year, payments in advance on the taxes for the following year, and the ratepayers so paying shall be entitled to the discount contemplated in the preceding paragraph.

The money so collected shall not be employed for other purposes than the redemption of treasury notes. **Use of money collected.**

No remission or reduction of the interest on the amounts exigible by the city and unpaid may be made. **Remission, etc., prohibited.**

The annual instalments due under the act 25-26 George V, chapter 82, as amended by the act 4 George VI, chapter 25, section 9, shall bear interest at five per cent, from the date of their becoming exigible. **Instalments respecting seigniorial rents.**

66. Section 11 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 100, is repealed. 1959-60, c. 100, s. 11, repealed.

67. Section 312a of the act 19 George V, chapter 95, enacted by section 7 of the act 15-16 George VI, chapter 63, replaced by section 7 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 69, section 17 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 58, and section 1 of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 69, is again replaced by the following:

312a. The city is authorized to grant, out of its budget, subventions for the establishment and the maintenance of playgrounds and recreation centres within its territorial limits. **Subventions for playgrounds, etc.**

68. Section 401 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 44 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 51, is repealed. 1929, c. 95, s. 401, repealed.

1929, c.
95, a. 402,
ab. **69.** L'article 402 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 45 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 51, est abrogé.

69. Section 402 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 45 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 51, is repealed. 1929, c. 95, s. 402, repealed.

Id., a. 403,
ab. **70.** L'article 403 de la loi 19 George V, chapitre 95, est abrogé.

70. Section 403 of the act 19 George V, chapter 95, is repealed. Id., a. 403, repealed.

Id., a.
527a, aj. **71.** La loi 19 George V, chapitre 95, est modifiée en ajoutant après l'article 527 le suivant:

71. The act 19 George V, chapter 95, is amended by adding after section 527 the following: Id., s. 527a, ad.

Eau four-
nie pour
réfrigéra-
tion, etc. « **527a.** La cité est autorisée à régler l'usage d'eau fournie par l'aqueduc municipal pour le fonctionnement d'appareils de réfrigération et de climatisation. »

“**527a.** The city is authorized to regulate the use of the water supplied by the municipal waterworks for the operation of refrigeration and air conditioning apparatus.” Water for refrigeration, etc.

1929, c.
95, a. 539,
remp. **72.** L'article 539 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 19 de la loi 11 George VI, chapitre 78, est de nouveau remplacé par le suivant:

72. Section 539 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 19 of the act 11 George VI, chapter 78, is again replaced by the following: 1929, c. 95, s. 539, replaced.

Commis-
sion d'ex-
position. « **539.** La cité peut tenir des expositions et nommer, pour l'organisation et l'administration de ces expositions, une commission qui sera comptable envers elle. Cette commission sera composée du maire, qui en sera le président, du gérant, du trésorier de la cité et de six autres membres nommés par le conseil, soit un directeur administrateur, un représentant du ministère provincial de l'agriculture et de la colonisation, un représentant du ministère de l'agriculture du Canada, un représentant des associations agricoles, un représentant de la Chambre de commerce et un représentant des associations ouvrières.

“**539.** The city may hold exhibitions and appoint, for the organization and administration of such exhibitions, a commission accountable to it. Such commission shall be composed of the mayor, who shall be chairman thereof, the manager, the city treasurer and six other members appointed by the council, namely a managing director, a representative of the provincial Department of Agriculture and Colonization, a representative of the Department of Agriculture of Canada, a representative of the agricultural associations, a representative of the Chamber of Commerce and a representative of the labour associations. Exhibition commission.

Usage du
Parc de
l'Exposi-
tion. Les terrains formant partie du Parc de l'Exposition peuvent aussi être utilisés et employés à d'autres fins d'utilité publique. La cité peut, en outre, autoriser la commission à administrer et employer, en dehors du temps des expositions, le Parc de l'Exposition comme parc d'amusements, aux conditions fixées et déterminées par le conseil sur rapport du comité exécutif. »

The land forming part of the exhibition grounds may also be used and employed for other purposes of public utility. The city may moreover authorize the commission to administer and operate, outside of exhibition time, the exhibition grounds as amusement grounds, upon such terms and conditions as shall be fixed and determined by the council upon a report of the executive committee.” Use of exhibition grounds.

1929, c.
95, a.
541c, aj. **73.** La loi 19 George V, chapitre 95, est modifiée en ajoutant, après l'article 541b, édicté par l'article 1 de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 70, le suivant:

73. The act 19 George V, chapter 95, is amended by adding after section 541b, enacted by section 1 of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 70, the following: 1929, c. 95, s. 541c, ad.

Exemptions de certaines prohibitions.

« **541c.** Sont exemptés des prohibitions de l'article 541 les immeubles connus et désignés comme les subdivisions 119, 120, 121, 122 et 131 à 142 du lot originaire 4437 des plan et cadastre du quartier Montcalm de la cité de Québec, pourvu qu'on y érige des maisons à logis multiples destinées exclusivement à des fins résidentielles.

Idem.

Les mêmes exemptions s'appliquent aux subdivisions 143 à 148 dudit lot, sauf qu'on peut y ériger des hôtels. »

1929, c. 95, a. 546a, remp.

74. L'article 546a de la loi 19 George V, chapitre 95, édicté par l'article 20 de la loi 11 George VI, chapitre 78, est remplacé par le suivant:

Billet d'assignation.

« **546a.** Dans les cas de stationnement ou d'arrêt d'un véhicule en contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et au stationnement, l'agent de la paix constatant cette infraction peut remplir, là où ladite infraction a été commise, un billet d'assignation indiquant la nature de l'infraction, et remettre au conducteur du véhicule ou déposer dans un endroit apparent dudit véhicule une copie de ce billet et en apporter l'original au service de la police de la cité.

Paiement pour éviter plainte.

Toute personne en possession de cet avis peut éviter qu'une plainte soit faite contre elle, en se présentant au service de la police de la cité et en y payant une somme de deux dollars comme amende. Le paiement de ladite amende et le reçu qui lui en est donné libèrent ladite personne de toute autre pénalité relativement à l'infraction par elle commise.

Émission de sommation.

Une sommation peut être émise par la Cour municipale si la personne en possession de cet avis refuse ou néglige de s'y conformer dans le délai qui y est mentionné.

Force probante du rapport du constable.

Lorsqu'une personne est assignée à comparaître pour une contravention aux règlements relatifs à la circulation et au stationnement et qu'elle fait défaut de comparaître, le rapport du constable fait preuve *prima facie* de la contravention, sans qu'il soit nécessaire de prouver la signature du constable et sa nomination. »

« **541c.** The immoveables known and designated as subdivisions 119, 120, 121, 122 and 131 to 142 of original lot 4437 of the plan and cadastre for Montcalm Ward in the city of Quebec, shall be exempt from the prohibitions of section 541, provided that there be erected thereon multiple-dwelling houses to be used exclusively for residential purposes.

Exemption from certain prohibitions.

The same exemptions shall apply to subdivisions 143 to 148 of the said lot, save that hotels may be erected thereon."

Idem.

74. Section 546a of the act 19 George V, chapter 95, enacted by section 20 of the act 11 George VI, chapter 78, is replaced by the following:

1929, c. 95, s. 546a, replaced.

« **546a.** In cases of parking or stopping of a vehicle in violation of the municipal by-laws relating to traffic and parking, the police officer observing such infraction may fill out, at the place where such infraction has been committed, a notice of summons stating the nature of the infraction, and shall deliver to the driver of the vehicle or deposit in a conspicuous place on the said vehicle a copy of such notice and bring the original thereof to the city police department.

Notice of summons.

Any person in possession of such notice may avoid the lodging of a complaint against him, by presenting himself at the city police department and by paying thereat a sum of two dollars as fine. The payment of said fine and the receipt therefor given to him shall free the said person from any other penalty in connection with the infraction committed by him.

Payment to avoid complaint.

A summons may be issued by the Municipal Court if the person in possession of such notice refuses or fails to conform thereto within the delay therein mentioned.

Summons.

When a person is summoned to appear for an infringement of the by-laws relating to traffic and parking and fails to appear, the report of the constable shall be *prima facie* proof of the infringement without it being necessary to prove the constable's signature and his appointment."

Constable's report makes proof.

1929, c.
95, a. 548,
remp.

75. L'article 548 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 9 de la loi 21 George V, chapitre 122, et modifié par l'article 15 de la loi 23 George V, chapitre 122, est de nouveau remplacé par le suivant:

Juridic-
tion de la
Commis-
sion.

« **548.** La Commission a juridiction sur le territoire situé dans les limites de la cité et dans ledit territoire, aucune nouvelle rue ne doit être ouverte, ni aucune subdivision de terrains ou lots à bâtir ne doit être faite avant qu'un plan indiquant la location de cette nouvelle rue, sa largeur et sa direction, ou les dimensions des lots de cette subdivision, avec les tenants et aboutissants, n'aient été soumis à ladite Commission pour approbation. Aucun permis pour la construction, la réparation, la transformation ou la démolition d'immeubles situés dans la cité, ne peut être délivré sans l'approbation préalable de la Commission d'urbanisme et de conservation de Québec.

Délivran-
ce du
permis,
etc.

Ce permis est délivré et signé par l'ingénieur de la cité ou son adjoint, sous réserve des pouvoirs du comité exécutif suivant le paragraphe 23 de l'article 185.»

1929, c.
95, a. 561,
remp.

76. L'article 561 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 25 de la loi 9 George VI, chapitre 71, est de nouveau remplacé par le suivant:

Qualifica-
tions, etc.

« **561.** Les juges municipaux de la cité de Québec sont des avocats inscrits au Barreau de la province de Québec, ayant au moins dix ans de pratique et sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil durant bonne conduite. Ils sont *ex officio* juges de paix dans et pour la cité et le district de Québec et ont les pouvoirs de deux juges de paix. »

1929, c.
95, aa.
563 à
565c,
remp.

77. Les articles 563 à 565c de la loi 19 George V, chapitre 95, sont remplacés par les suivants:

Traite-
ment.

« **563.** Le traitement des juges de la Cour municipale est égal à celui des juges des sessions au même temps.

75. Section 548 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 9 of the act 21 George V, chapter 122, and amended by section 15 of the act 23 George V, chapter 122, is again replaced by the following:

Jurisdic-
tion of
commis-
sion.

“**548.** The commission shall have jurisdiction over the territory situated within the limits of the city and, in the said territory, no new street shall be opened, nor shall any subdivision of lands or building lots be made, until a plan showing the location of such new street, its width and direction or the dimensions of the lots of the said subdivision with the boundaries and limits, has been submitted to the said commission for approval. No permit for the building, repair, transformation or demolition of immoveables situated in the city shall be issued without the prior approval of the Quebec Town Planning and Conservation Commission.

Such permit must be issued and signed by the city engineer or his assistant, subject to the powers of the executive committee under paragraph 23 of section 185.”

Issue of
permit.

76. Section 561 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 25 of the act 9 George VI, chapter 71, is again replaced by the following:

1929, c.
95, s. 561,
replaced.

“**561.** The municipal judges of the city of Quebec must be barristers of the Province of Quebec, of at least ten years' standing, and shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council during good conduct. They shall be *ex officio* justices of the peace in and for the city and district of Quebec and shall have the powers of two justices of the peace.”

Qualifica-
tions, etc.

77. Section 563 to 565c of the act 19 George V, chapter 95, are replaced by the following:

1929, c.
95, ss.
563-565c,
replaced.

“**563.** The salary of the judges of the municipal court shall be equal to that of the judges of the sessions at the same time.

Salary.

Paie-
ment.

Il est payé mensuellement à même les fonds de la cité.

It shall be paid monthly out of the Payment.
funds of the city.

Pension.

« 564. La cité doit payer mensuellement à un juge municipal, qui donne sa démission dans des circonstances où un juge des sessions a alors droit à une pension, une pension égale à celle à laquelle un juge des sessions a alors droit dans les mêmes circonstances. »

« 564. The city shall pay monthly to Pension.
a municipal judge, who resigns in circumstances in which a judge of the sessions is then entitled to a pension, a pension equal to that to which a judge of the sessions is then entitled in the same circumstances. »

Id., à la
veuve.

« 565. La cité doit payer mensuellement à la veuve d'un juge municipal décédé en fonction ou à la retraite une pension égale à celle à laquelle la veuve d'un juge des sessions a alors droit et aux mêmes conditions. »

« 565. The city shall pay monthly Widows'
to the widow of a municipal judge who dies pension.
in office or in retirement a pension equal to that to which the widow of a judge of the sessions is then entitled to and upon the same conditions. »

Disposi-
tions ap-
plicables.

78. Nonobstant l'article 77, les dispositions actuellement en vigueur continuent de s'appliquer aux juges municipaux présentement à la retraite, aux veuves de ces juges et aux veuves de juges municipaux décédés.

78. Notwithstanding section 77, the Provi-
sions now in force shall continue to sions
apply to the municipal judges now in to apply.
retirement, to the widows of such judges and to the widows of deceased municipal judges.

Idem.

Ces mêmes dispositions continuent de s'appliquer aux juges municipaux présentement en fonction et aux veuves de ces juges à moins que, dans les six mois suivant la sanction de la présente loi, ces juges ne choisissent, par écrit remis au greffier de la cité, d'être régis par les dispositions décrétées par l'article 77.

The same provisions shall continue to Idem.
apply to the municipal judges now in office and to the widows of such judges unless within the six months following the sanction of the present act such judges elect, by writing delivered to the clerk of the city, to be governed by the provisions enacted by section 77.

1929, c.
95, a. 569,
rempl.

79. L'article 569 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 22 de la loi 25-26 George V, chapitre 111, est de nouveau remplacé par le suivant:

79. Section 569 of the act 19 George 1929, c.
V, chapter 95, replaced by section 22 of 95, s. 569,
the act 25-26 George V, chapter 111, is replaced.
again replaced by the following:

Greffier.

« 569. Un greffier de la Cour municipale sera nommé suivant les dispositions qui régissent la nomination des fonctionnaires municipaux. Ce greffier est d'office juge de paix pour le district de Québec. »

« 569. A clerk of the Municipal Court Clerk.
shall be appointed in accordance with the provisions governing the appointment of municipal officers. Such clerk shall be *ex officio* a justice of the peace for the district of Quebec. »

1929, c.
95, a. 571,
rempl.

80. L'article 571 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 17 de la loi 2 George VI, chapitre 104, est de nouveau remplacé par le suivant:

80. Section 571 of the act 19 George V, 1929, c.
chapter 95, replaced by section 17 of the 95, s. 571,
act 2 George VI, chapter 104, is again replaced.
replaced by the following:

Assistant
greffier.

« 571. Un ou plusieurs assistants greffiers peuvent être nommés. Pendant la durée de ses fonctions, chacun d'eux a toutes les attributions du greffier et en remplit les devoirs. »

« 571. One or more assistant clerks Assistant
may be appointed. During his term of clerks.
office, each shall have all the powers of the clerk and shall discharge his duties. »

1929, c. 95, a. 572, ab.
81. L'article 572 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 50 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 51, est abrogé.

81. Section 572 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 50 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 51, is repealed. 1929, c. 95, s. 572, repealed.

Id., a. 576, ab.
82. L'article 576 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par l'article 21 de la loi 11 George VI, chapitre 78, est abrogé.

82. Section 576 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by section 21 of the act 11 George VI, chapter 78, is repealed. Id., s. 576, repealed.

Id., aa. 580 et 581, ab.
83. Les articles 580 et 581 de la loi 19 George V, chapitre 95, sont abrogés.

83. Sections 580 and 581 of the act 19 George V, chapter 95, are repealed. Id., ss. 580, 581, repealed.

Id., aa. 651 et 656, remp.
84. Les articles 651 et 656 de la loi 19 George V, chapitre 95, sont remplacés par les suivants:

84. Sections 651 and 656 of the act 19 George V, chapter 95, are replaced by the following: Id., ss. 651, 656, replaced.

Jugement exécutoire sur les immeubles, etc.
« 651. Tout jugement de la Cour municipale pour le recouvrement de taxes foncières municipales ou scolaires est exécutoire sur les immeubles et le shérif doit procéder à la vente de ceux-ci comme si le jugement dans chaque cas avait été rendu par la Cour supérieure et conformément quant au surplus et *mutatis mutandis* aux règles du Code de procédure civile régissant la vente des immeubles.

“651. Every judgment of the Municipal Court for the recovery of municipal or school real estate taxes shall be executory upon immoveables and the sheriff shall proceed to the sale of such immoveables as if the judgment in each case had been rendered by the Superior Court and in conformity, in all other respects and *mutatis mutandis*, with the rules of the Code of Civil Procedure governing the sale of immoveables. Judgment executory upon immoveables, etc.

Exécution de mandat d'emprisonnement.
« 656. Tout mandat d'emprisonnement émis par la Cour municipale, après condamnation, peut être exécuté dans tout district judiciaire de la province par le shérif, par un huissier du district dans lequel se trouve la personne qui doit être arrêtée, ou par un constable de la cité. »

“656. Any warrant of commitment after judgment, issued by the Municipal Court, may be executed in any judicial district of the Province by the sheriff, or by any bailiff of the district in which the person to be arrested happens to be, or by a constable of the city.” Warrant of commitment.

1960-61, c. 96, a. 15, ab.
85. L'article 15 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 96, est abrogé.

85. Section 15 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 96, is repealed. 1960-61, c. 96, s. 15, repealed.

1949, c. 72, a. 21, mod.
86. L'article 21 de la loi 13 George VI, chapitre 72, est modifié:

86. Section 21 of the act 13 George VI, chapter 72, is amended: 1949, c. 72, s. 21, am.

a) en remplaçant la description de la zone 2 par la suivante:

(a) by replacing the description of zone 2 by the following:

Zone 2.
« La zone 2 est située dans le quartier Limoilou. Elle comprend toute l'étendue située dans les limites suivantes:

“Zone 2 is situated in Limoilou ward. It comprises the whole area situated within the following boundaries:

Partant de la rivière Saint-Charles, près du pont Dorchester, la ligne suit le côté est de la 3ème Avenue jusqu'au coin de la rue des Sables, alors qu'elle suit l'alignement sud de la rue des Sables jusqu'au côté est de la 4ème Avenue, qu'elle suit ensuite jusqu'au côté sud de la 1ère Rue. Elle suit ensuite le côté sud de la 1ère Rue vers l'est jusqu'au côté est du Bou-

Starting from the river St. Charles, near Dorchester bridge, the line follows the east side of 3rd Avenue to the corner of des Sables street, whence it follows the south line of des Sables street to the east side of 4th Avenue, which it then follows as far as the south side of 1st Street. Then it follows the south side of 1st street towards the east as far as the east

levard des Capucins. Elle se dirige ensuite vers le nord en suivant l'alignement est du Boulevard des Capucins jusqu'au côté sud du chemin de la Canardière. La limite suit ensuite le côté sud du chemin de la Canardière jusqu'à l'alignement ouest de la rue Goupil, alignement qu'elle suit ensuite dans une direction sud jusqu'à la limite est du droit de voie du Chemin de Fer Québec, Montmorency et Charlevoix. Elle suit ensuite l'emprise est dudit chemin de fer vers le nord jusqu'à la limite nord-est du territoire de la cité de Québec; de là elle suit la ligne nord-est de la cité de Québec vers le sud-est pour se rendre au fleuve Saint-Laurent. Vers l'est et le sud-est, la zone est délimitée par le fleuve Saint-Laurent, l'extérieur des quais de la compagnie Anglo Canadian Pulp and Paper et le lit de la rivière Saint-Charles jusqu'au pont Dorchester, qui en fait est le point de départ de la présente description. »

b) en remplaçant la description de la zone 3 par la suivante:

Zone 3.

« La zone 3 est située dans le district de Limoilou. Elle comprend toute l'étendue située dans les limites suivantes:

Partant de l'endroit où la limite sud du lot 431-6-A de la paroisse de Saint-Roch Nord rencontre l'avenue du Colisée, la limite de la zone se dirige vers le nord-ouest jusqu'à l'alignement sud de l'avenue des Épinettes qu'elle suit jusqu'au côté est de la Première Avenue. Elle suit ensuite le côté est de la Première Avenue vers le nord jusqu'à la ligne nord de la rue Godbout, qu'elle suit ensuite vers l'est jusqu'à la ligne est de la 4ème Avenue. Elle suit ensuite le côté est de la 4ème Avenue vers le nord, jusqu'à la limite de la cité de Québec ou ligne nord de la rue « De la Sapinière Dorion » qu'elle suit vers l'est jusqu'à la ligne ouest de la rue De Vitré pour se diriger ensuite le long de cette ligne vers le sud jusqu'à la ligne nord de la 25ème Rue. La limite suit ensuite cette dernière ligne vers l'ouest jusqu'à la ligne ouest du boulevard Henri-Bourassa qu'elle suit ensuite vers le sud jusqu'à la ligne nord de la 22ème Rue; elle suit ensuite cette dernière vers l'ouest sur une distance de mille cinq cent cinquante pieds de longueur; de là elle se diri-

side of Boulevard des Capucins. Then it runs towards the north along the east line of Boulevard des Capucins to the south side of La Canardière road. Then, the boundary follows the south side of la Canardière Road to the west line of Goupil street, which line it then follows in a southerly direction as far as the east boundary of the right-of-way of the Quebec, Montmorency and Charlevoix Railway. It then follows the eastern right-of-way of the said railway toward the north as far as the north-east boundary of the city of Quebec; thence, it follows the north-east boundary of the city of Quebec toward the south-east to reach the St. Lawrence River. On the east and southeast, the zone is bounded by the St. Lawrence river, the outside line of the wharves of the Anglo Canadian Pulp and Paper Company and the bed of the Saint Charles river as far as Dorchester bridge, which is itself the starting point for this description. »

(b) by replacing the description of zone 3 by the following:

“Zone 3 is situated in the Limoilou district. It comprises the whole area situated within the following boundaries:

Starting from the point where the south limit of lot 431-6-A of the cadastre for the parish of St. Roch North intersects du Colisée Avenue, the limit of the zone follows a north-west direction as far as the south line of des Épinettes Avenue which it follows as far as the east side of First Avenue. Then it follows the east side of First Avenue in a northerly direction as far as the north line of Godbout street which it then follows in an easterly direction as far as the east line of Fourth Avenue. Then it follows the east side of Fourth Avenue in a northerly direction as far as the limits of the city of Quebec or the north line of “De La Sapinière Dorion” street which it then follows in an easterly direction as far as the west line of De Vitré street and then follows along that line in a southerly direction as far as the north line of Twenty-fifth Street. The limit then follows that last line in a westerly direction as far as the west line of Henri-Bourassa Boulevard which it follows in a southerly direction as far as the north line of Twenty-second Street; then

Zone 3.

ge vers le nord le long d'une ligne droite parallèle et distante de deux cents pieds de la ligne est de la 4ème Avenue jusqu'à la ligne nord de la 24ème Rue qu'elle suit vers l'ouest jusqu'à la ligne est de la 1ère Avenue pour se diriger ensuite vers le sud jusque dans le prolongement de la ligne sud du lot 431-2; elle se dirige ensuite vers l'ouest dans le prolongement de la ligne sud dudit lot 431-2 et les lignes sud des lots 431-2 et 431-6-A jusqu'au point de départ.

c) en remplaçant la description de la zone 4 par la suivante:

Zone 4.

« La zone numéro 4 est située dans le quartier Limoilou ouest. Elle comprend toute l'étendue située dans les limites suivantes:

Partant d'un point situé sur la ligne nord du droit de voie du chemin de fer Canadien National, lequel point est situé à une distance de cinq cent cinquante pieds au sud-ouest de l'emprise sud-ouest de l'avenue du Colisée; cette distance étant mesurée le long de la ligne nord dudit droit de voie du chemin de fer Canadien National. De là dans une direction sud-ouest en suivant l'emprise nord du droit de voie du chemin de fer Canadien National jusqu'à la ligne sud-ouest du Boulevard Laurentien. De ce point vers le sud en suivant ladite ligne sud-ouest du Boulevard Laurentien, une distance de quatre cent cinquante pieds. De là suivant un angle de déflexion à gauche de 61°, une distance de six cents pieds pour ensuite se diriger suivant un angle de déflexion à droite de 75° sur une distance de quatre cents pieds.

De ce point dans une direction sud-ouest, suivant une ligne droite parallèle et distante de mille cent pieds de l'emprise sud du droit de voie du chemin de fer Canadien National jusqu'à la limite ouest de la cité de Québec.

De là vers le nord, elle suit ladite ligne ouest du territoire de la cité de Québec sur une distance de trois mille sept cent cinquante pieds pour se diriger ensuite suivant un angle droit vers l'est jusqu'à

it follows Twenty-second Street in a westerly direction for a distance of one thousand five hundred and fifty feet from there it runs in a northerly direction along a straight line parallel to and at a distance of two hundred feet from the eastern line of Fourth Avenue as far as the north side of Twenty-fourth Street which it follows in a westerly direction as far as the eastern line of First Avenue from which it then runs in a south direction as far as the prolongation of the south line of lot 431-2; it then runs in a westerly direction in the prolongation of the south line of lot 431-2 and the south lines of lots 431-2 and 431-6-A as far as the starting point.

(c) by replacing the description of zone 4 by the following:

“Zone No. 4 is situated in Limoilou Zone 4.

West ward. It comprises the whole area situated within the following boundaries:

Starting from a point situated on the north line of the right-of-way of the Canadian National Railway, situated at a distance of five hundred and fifty feet to the south-west of the south-west branch of du Colisée Avenue, such distance being measured along the north line of the said right-of-way of the Canadian National Railway. Thence in a south-westerly direction following the north branch of the right-of-way of the Canadian National Railway as far as the south-west line of Laurentian Boulevard. From this point towards the south following the said south-west line of Laurentian Boulevard, a distance of four hundred and fifty feet. Thence, following an angle of deflection of 61° to the left for a distance of six hundred feet then following an angle of deflection of 75° to the right for a distance of four hundred feet.

From this point in a south-westerly direction following a straight line parallel to and one thousand one hundred feet from the south branch of the right-of-way of the Canadian National Railway as far as the west boundary of the city of Quebec.

Thence toward the north, it follows the said west limit of the territory of the city of Quebec for a distance of three thousand seven hundred and fifty feet then following a right angle to the east as far as the west

l'emprise ouest du Boulevard Laurentien; elle suit ensuite l'emprise ouest du Boulevard Laurentien jusqu'au prolongement vers l'ouest de la ligne sud de la zone B; de là elle se dirige vers le nord le long de la ligne est de ladite zone B jusqu'à la ligne sud de la zone D.

De ce point, elle se dirige vers l'est en suivant la ligne sud de la zone D jusqu'à la zone J. Elle contourne la zone J suivant des directions successives sud, est, nord, est, nord et est jusqu'à un point situé à cinq cent cinquante pieds à l'ouest de l'emprise sud-ouest de l'avenue du Colisée. De là suivant une direction sud-est le long d'une ligne droite parallèle et distante de cinq cent cinquante pieds de l'emprise sud-ouest de l'avenue du Colisée jusqu'au point de commencement.

Les distances sont en mesure anglaise. »

1950, c.
77, s. 21,
rempl.

Zone industrielle
no 5.

87. L'article 21 de la loi 14 George VI, chapitre 77, est modifié en remplaçant la description de la zone industrielle numéro 5 par la suivante:

«La zone industrielle numéro 5, située dans les limites de la cité de Québec, est délimitée comme suit:

Commencant à un point situé à l'angle nord-est de l'avenue du Saint-Sacrement et de la rue Saint-Vallier, cette partie de la zone industrielle numéro 5 suit le côté sud de la rue Saint-Vallier jusqu'à la limite est du lot 2358 alors qu'elle suit ladite limite est du lot 2358 en allant vers le sud-est jusqu'au droit de voie du chemin de fer Pacifique Canadien, d'où elle se dirige ensuite vers l'est en suivant la ligne sud du lot 2345 jusqu'à la limite est du même lot.

La limite suit ensuite la ligne est du lot 2345 dans une direction nord-ouest pour de là se diriger vers l'est en suivant l'alignement nord de la rue Deslauriers et son prolongement jusqu'à la ligne est de l'avenue Lesage pour de là se diriger vers la rue Saint-Vallier en suivant ledit alignement est de l'avenue Lesage.

La limite nord-ouest de la zone industrielle numéro 5 suit ensuite l'alignement sud de la rue Saint-Vallier dans une direction nord-est jusqu'à l'alignement ouest de l'avenue Tourangeau pour de là se diriger vers le sud-est en suivant ledit alignement ouest de l'avenue Tourangeau.

branch of Laurentian Boulevard; it then follows the west branch of Laurentian Boulevard as far as the westerly extension of the south boundary of zone B; thence it runs toward the north along the east boundary of the said zone B as far as the south boundary of zone D.

From this point, it runs toward the east following the south boundary of zone D as far as zone J. It skirts zone J in southerly, easterly, northerly, easterly, northerly and easterly directions successively to a point situated five hundred and fifty feet to the west of the south-west branch of du Colisée Avenue. Thence, following a south-easterly direction along a straight line parallel to and five hundred and fifty feet from the south-west branch of du Colisée Avenue to the starting-point.

The distances are English measure. »

87. Section 21 of the act 14 George VI, chapter 77, is amended by replacing the description of number 5 industrial zone by the following:

«Number 5 industrial zone, situated within the limits of the city of Québec, is bounded as follows:

Starting at a point situated at the north-east corner of St. Sacrement Avenue and St. Vallier Street, this portion of industrial zone number 5 follows the south side of St. Vallier Street as far as the east limit of lot 2358, and follows the said east limit of lot 2358 in a south-easterly direction as far as the right-of-way of the Canadian Pacific Railway, whence it then follows an easterly direction, following the south limit of lot 2345 as far as the east limit of the same lot.

The boundary then follows the east line of lot 2345 in a north-westerly direction and then runs in an easterly direction following the north line of Deslauriers street and its extension as far as the east line of Lesage Avenue, thence toward St. Vallier Street following the said east line of Lesage Avenue.

The north-west boundary of number 5 industrial zone then follows the south line of St. Vallier street in a north-easterly direction to the west line of Tourangeau avenue and thence runs south-easterly following the said west line of Tourangeau avenue.

1950, c.
77, s. 21,
replaced.

Industrial
zone No.
5.

L'alignement nord de la partie de la rue Corinne comprise entre l'avenue Tourangeau et l'alignement ouest de la rue Anna suit ensuite l'alignement ouest de ladite rue Anna dans une direction sud-est jusqu'à la cime du coteau Sainte-Geneviève.

L'alignement sud-est de la zone numéro 5 suit ensuite la cime du coteau Sainte-Geneviève dans une direction ouest jusqu'à l'alignement est de l'avenue du Saint-Sacrement, (route Bell), pour de là se diriger vers le nord-ouest en suivant l'alignement est de ladite avenue du Saint-Sacrement jusqu'à l'angle de la rue Saint-Vallier qui est le point de départ ci-dessus mentionné.

Cette partie de la zone numéro 5 est située dans la paroisse cadastrale de Saint-Sauveur et fait maintenant partie du quartier Saint-Sauveur de la cité de Québec. »

The north line of that part of Corinne street comprised between Tourangeau avenue and the west line of Anna street then follows the west line of the said Anna street in a south-easterly direction to the summit of St. Genevieve Hill.

The south-east line of number 5 zone then follows the summit of St. Genevieve Hill in a westerly direction as far as the east line of St. Sacrement avenue (Bell Road), thence running in a north-westerly direction following the east line of the said St. Sacrement avenue to the corner of St-Vallier street, which is the starting-point above-mentioned.

This portion of number 5 zone is situated in the cadastral parish of St. Sauveur and now forms part of St. Sauveur ward of the city of Quebec."

Zone
résiden-
tielle.

88. Dans la zone numéro 3 la partie des rues des Lilas et des Saules, où il n'y a présentement que des habitations, reste réservée à des fins résidentielles.

88. In zone 3, the part of des Lilas and des Saules streets where there are now only dwellings shall remain reserved for residential purposes. Residen-
tial
section.

Exemp-
tion de
taxe auto-
risée.

89. La cité est autorisée à accorder, par résolution du conseil aux conditions qu'il détermine, une exemption de la taxe foncière municipale sur l'immeuble désigné et connu sous le numéro 441-A-115, partie, du cadastre officiel de Saint-Roch Nord, propriété de l'Association des Zouaves de Québec Inc., et ce pour une période n'excédant pas vingt ans à compter du 1er mai 1965.

89. The city is authorized to grant, by resolution of the council, upon the conditions determined by it, for a period not exceeding twenty years from the 1st of May 1965, an exemption from municipal real estate taxes on the immovable property designated and known under number 441-A-115 part, of the official cadastre of St. Roch North, owned by l'Association des Zouaves de Québec Inc. Exemp-
tion from
taxes.

Restric-
tion.

Cette exemption ne s'applique pas à la taxe d'eau, à la taxe pour l'enlèvement des vidanges, ni à la taxe pour l'enlèvement de la neige.

Such exemption shall not apply to water-rates, garbage removal taxes or snow removal taxes. Restric-
tion.

1949, c.
72, a. 22,
et 1964,
c. 69, a.
12, remp.

90. L'article 22 de la loi 13 George VI, chapitre 72 et l'article 12 de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 69, sont remplacés par le suivant:

90. Section 22 of the act 13 George VI, chapter 72, and section 12 of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 69, are replaced by the following: 1949, c.
72, s. 22,
1964, c.
69, s. 12,
replaced.

Immeu-
bles con-
sulaires.

« Les immeubles appartenant au gouvernement français, au gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et au gouvernement du Royaume-Uni et occupés à la fois comme résidences et pour des fins consulaires dans la cité de Québec ne sont pas assujettis aux taxes générales et spéciales ni aux taxes scolaires. »

"The immovables belonging to the French government, the government of the United States of America and the government of the United Kingdom and occupied both as residences and for consular purposes in the city of Quebec shall not be subject to general and special taxes nor to school taxes." Consular
proper-
ties.

Pension
différée au
directeur
des servi-
ces, etc.

91. A compter de la nomination du gérant, le directeur des services et son adjoint, en fonction le 6 mai 1965, s'ils cessent d'être à l'emploi de la cité de Québec avant l'âge de soixante-cinq ans, ont droit à une pension différée payable à l'âge prévu au contrat assurant des pensions de retraite aux employés permanents ou tel que prévu à l'article 162c en cas d'invalidité.

Calcul du
montant.

Le montant de la pension différée est calculé en tenant compte du contrat ci-dessus et de l'article 162c de la charte de la cité, sauf que la période de services considérée est limitée à la date de la cessation de leurs services.

Pouvoirs
prolongés.

92. Les pouvoirs de la cité, en vertu de l'article 11 de la loi 12-13 Elizabeth II, chapitre 69, sont prolongés pour une période de douze mois, à compter du premier mai 1965.

Idem.

La cité est notamment autorisée à prohiber, par règlement, pendant cette période de douze mois, toute modification, transformation ou addition aux bâtiments situés dans les aires de réaménagement numéros 1 et 3 visées audit article 11.

1939, c.
102, aa.
27 et 28,
ab.

93. L'article 27 de la loi 3 George VI, chapitre 102, remplacé par l'article 21 de la loi 8 George VI, chapitre 47, et par l'article 5 de la loi 14-15 George VI, chapitre 70, ainsi que l'article 28 de la loi 3 George VI, chapitre 102, sont abrogés.

Recours
permis.

Toutefois, les officiers remplissant actuellement les fonctions visées par les articles abrogés ont, dès la sanction de la présente loi, un recours identique à celui qui est accordé aux chefs de service et à leurs adjoints par le paragraphe 24 de l'article 185 de la charte de la cité de Québec à compter du 1er décembre 1965.

1956-57,
c. 69, a.
17, remp.

94. L'article 17 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 69, est remplacé par le suivant:

Corpora-
tion du
Lac Saint-
Charles,
etc.

« **17.** A compter du premier janvier 1965, la cité de Québec paiera, chaque année le premier juillet, à la corporation du Lac Saint-Charles une somme de

91. From and after the appointment of the manager, the director of departments and his assistant, in office on the 6th of May 1965, if they cease to be employed by the city of Quebec before the age of sixty-five years, shall be entitled to a deferred pension payable at the age provided in the contract ensuring retirement pensions to permanent employees or as provided in section 162c in the case of disability.

The amount of the deferred pension shall be computed with due regard to the aforesaid contract and section 162c of the city charter, except that the period of service taken into account shall be limited to the date on which their services ceased.

92. The powers of the city under section 11 of the act 12-13 Elizabeth II, chapter 69, are extended for a period of twelve months, from the first of May 1965.

The city is especially authorized to prohibit by by-law, during such period of twelve months, any change, alteration or extension of the buildings situated in redevelopment areas numbers 1 and 3 referred to in the said section 11.

93. Section 27 of the act 3 George VI, chapter 102, replaced by section 21 of the act 8 George VI, chapter 47, and by section 5 of the act 14-15 George VI, chapter 70, as well as section 28 of the act 3 George VI, chapter 102, are repealed.

Nevertheless the officers now performing the duties referred to in the repealed sections shall, from the sanction of this act, have the same right of appeal as that granted to heads of departments and their assistants by paragraph 24 of section 185 of the charter of the city of Quebec from the 1st of December 1965.

94. Section 17 of the act 5-6 Elizabeth II, chapter 69, is replaced by the following:

“**17.** As from the first of January 1965, the city of Quebec shall pay, each year on the first of July, to the corporation of Lac Saint-Charles, a sum of eight

Deferred
pension
to director
of serv-
ices, etc.

Amount.

Powers
extended.

Idem

1939, c.
102, ss.
27, 28,
repealed.

Right of
appeal.

1956-57,
c. 69, s.
17, re-
placed.

Corpora-
tion of
Lac Saint-
Charles,
etc.

huit cents dollars, pour tenir lieu de toutes taxes municipales générales et spéciales; et aux commissaires d'écoles pour la municipalité du Lac Saint-Charles, une somme de deux mille deux cents dollars pour toutes taxes et contributions scolaires. »

hundred dollars as all general and special municipal taxes; and, to the school commissioners for the municipality of Lac Saint-Charles, a sum of two thousand two hundred dollars for all school taxes and assessments."

Programme de rénovation urbaine, etc.

95. Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, la cité est autorisée à conclure, soit avec le gouvernement du Canada ou tout organisme de sa juridiction, soit avec le gouvernement de la province de Québec ou tout organisme qu'il désignera, soit avec les deux gouvernements ou leurs représentants, une entente en vue de préparer un programme de rénovation urbaine ou de réaménagement de l'aire no 10 décrite dans le rapport de la Commission d'enquête sur le logement dans la cité de Québec, déposé en 1961.

95. Subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council, the city is authorized to make with the Government of Canada or any body under its jurisdiction, or with the Government of the Province of Quebec or any body which it may appoint, or with both Governments or their representatives, an agreement to prepare a programme of restoration or redevelopment of area No. 10 described in the report of the Housing Inquiry Commission of the city of Quebec, deposited in 1961.

Subventions.

La cité est autorisée à accepter les subventions du gouvernement du Canada et du gouvernement de la province de Québec pour le paiement du coût de préparation de ce programme de rénovation ou de réaménagement.

The city is authorized to accept the grants of the Government of Canada and of the Government of the Province of Quebec to pay the cost of the preparation of such programme of restoration or redevelopment of such territory.

1929, c. 95, cédules A, A-1, A-2, A-3, B, C, E et H, remplacées et F, ab.

96. Les cédules A, A-1, A-2, A-3, B, C, E et H de la loi 19 George V, chapitre 95, sont remplacées par les suivantes et la cédule F est abrogée:

96. Schedules A, A-1, A-2, A-3, B, C, E and H of the act 19 George V, chapter 95, are replaced by the following and schedule F is repealed:

1929, c. 95, sch. A, A-1, A-2, A-3, B, C, E, H replaced, and F repealed.

CÉDULE A

Relative à l'article 19

SERMENT PRÊTÉ PAR LE MAIRE ET LES CONSEILLERS

Je, A. B., ayant été élu maire (*ou conseiller, selon le cas*) de la cité de Québec, jure que je remplirai les devoirs de ladite charge fidèlement et au meilleur de mon jugement et de ma capacité; que je possède la qualification exigée par l'article 18; que je serai fidèle et porterai vraie allégeance au souverain légitime de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, et que je le défendrai, au meilleur de mon pouvoir, contre toute conspiration et tout

SCHEDULE A

In connection with section 19

OATH TO BE TAKEN BY THE MAYOR AND COUNCILLORS

I, A. B., having been elected mayor (*or councillor as the case may be*) of the city of Quebec, swear that I will fulfill the duties of the said office faithfully and to the best of my judgment and capacity; that I have the qualifications required by section 18; that I will be faithful and bear true allegiance to the lawful sovereign of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, and that I will defend him to the best of my power from all conspiracies or attempts

attentat qui pourraient être faits contre sa personne, sa couronne et sa dignité.
Ainsi, Dieu me soit en aide.

that may be made against His Person, Crown and Dignity; So help me God.

CÉDULE A-1

Relative à l'article 65

Avis du greffier de la cité annonçant l'époque et le lieu fixés pour la présentation des candidats et le jour de l'ouverture du scrutin

AVIS

CITÉ DE QUÉBEC

Je donne avis aux électeurs de la cité de Québec (*ou du district*....., de la cité de Québec, *selon le cas*) que la présentation des candidats pour les charges de maire et de conseiller (*ou de conseiller seulement, selon le cas*) pour ladite cité aura lieu à l'hôtel de ville, dans la cité de Québec, le.....jour du mois de....., en l'année mil neuf cent....., entre midi et quatre heures de l'après-midi, et que, dans le cas où le scrutin deviendrait nécessaire et serait ouvert de la manière prescrite par la loi, ce scrutin sera ouvert le.....jour du mois d..... dans l'année mil neuf cent....., depuis dix heures du matin jusqu'à dix heures du soir, dans chacun des arrondissements de votation.

Donné sous mon seing, à Québec,
ce jour de.....19....

.....
Greffier de la cité de Québec

SCHEDULE A-1

Respecting section 65

Notice of the city clerk declaring the time and place for the nomination of candidates and the day for opening the poll

NOTICE

CITY OF QUEBEC

I give notice to the electors of the city of Quebec (*or district of*..... of the city of Quebec, *as the case may be*) that the nomination of candidates for the office of mayor and councillor (*or of councillor only, as the case may be*) for the said city, will be held at the city hall, in the city of Quebec, on the..... day of the month of....., in the year 19...., from noon until four of the clock in the afternoon, and that, in case a poll becomes necessary and is held in the manner by law prescribed, such poll will be opened on the.....day of the month of.....in the year 19...., from the hour of ten in the morning till ten in the evening, in each of the polling districts.

Given under my hand at Quebec,
this.....day of.....19....

.....
Clerk of the city of Quebec

CÉDULE A-2

SCHEDULE A-2

CITÉ DE QUÉBEC

CITY OF QUEBEC

ÉLECTIONS MUNICIPALES

MUNICIPAL ELECTIONS

*Bulletin de présentation à la mairie**Nomination-paper for the office of mayor*

NOUS, soussignés, électeurs municipaux
de la cité de Québec, dûment qualifiés,
nommons par les présentes

WE, the undersigned, municipal electors
of the city of Quebec and duly qualified,
hereby nominate

M.

Mr.

Nom et prénoms

Surname and Christian names

.....

.....

Occupation

Occupation

comme candidat à la charge de maire de
la cité de Québec.

as a candidate for the office of mayor of
the city of Quebec.

Québec, le..... 19....

Quebec, the..... 19....

	Nom — Name	Adresse sur la liste électorale — Address on the electoral list	Cens électoral selon les art. 35 ou 38 — Electoral qualification under sec. 35 or 38	Numéro de l'arron- dissement — Number of the subdivision	Numéro consécutif de l'électeur — Consecutive number of the elector
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					

Note: Il faut indiquer le numéro de l'arrondissement de même que le numéro consécutif qui est inscrit à la suite du nom de l'électeur sur la liste électorale pour au moins six des signataires.

Note: The number of the subdivision and the consecutive number entered after the name of the elector on the electoral list must be given for at least six of the signatories.

JE, soussigné, déclare que je connais au moins six signataires de ce bulletin de présentation, et qu'ils ont respectivement

I, the undersigned, declare that I know at least six signatories of this nomination-paper, and that they have respectively

signé, en ma présence, de leur signature
ou marque, selon le cas, ledit bulletin.

signed the said paper with their signatures
or marks, as the case may be, in my
presence.

Signé.....

Signed.....

Assermenté devant moi

Sworn before me

ce.....ème jour de.....19....

this.....day of....., 19....

Signé.....

*Greffier de la cité
ou Greffier-adjoint*

Signed.....

*City Clerk
or Assistant-clerk*

Consentement du candidat

Consent of the Candidate

JE, soussigné, candidat ci-dessus dé-
nommé consens à ladite présentation.

I the undersigned, the candidate here-
before nominated, consent to the said
nomination.

Signé.....

Candidat

Signed.....

Candidate

Québec, le.....19....

Quebec, the.....19....

Consentement pour le candidat

Consent on behalf of the Candidate

(On emploiera cette formule lorsqu'en
l'absence du candidat une personne se
déclarant autorisée par lui signera le con-
sentement.)

(This form shall be used whenever a per-
son claiming to be authorized by the candi-
date signs the consent in his absence.)

JE,.....

Nom, prénoms, adresse et occupation

soussigné, déclare que je suis autorisé
par.....
candidat ci-dessus dénommé, à signer le
présent consentement et en conséquence
consens pour ledit candidat à ladite pré-
sentation.

I, the undersigned.....

Surname, Christian names, address and occupation

declare that I have been authorized by
.....
the candidate hereinbefore nominated, to
sign this consent, and accordingly I con-
sent to the said nomination for the said
candidate.

Signé.....

Signed.....

Québec, le.....19....

Quebec, the.....19....

Déclaration solennelle du candidat

Candidate's solemn declaration

JE,.....
candidat ci-dessus dénommé, déclare so-
lennellement que je possède la qualifica-
tion exigée par l'article 18.

I,.....
the candidate hereinbefore nominated,
solemnly declare that I have the qualifica-
tions required by section 18.

Et je fais cette déclaration solennelle,
la croyant consciencieusement vraie et en

And I make this solemn declaration
conscientiously believing it to be true

vertu de l'acte concernant les serments
extra-judiciaires.

and in virtue of the law respecting extra-
judicial oaths.

Signé.....
Candidat

Signed.....
Candidate

Pris et attesté devant moi
à Québec, ce..... 19....

Taken and sworn before me
at Quebec, this....., 19....

.....
Greffier ou Greffier-adjoint

.....
Clerk or Assistant-Clerk

*Déclaration solennelle du nom
du candidat*

*Solemn declaration on behalf
of the candidate*

(On emploiera cette formule lorsqu'une
autre personne que le candidat fera la déclara-
tion.)

(This form shall be used whenever a per-
son other than the candidate makes the
declaration.)

JE,.....
Nom, prénoms, adresse et occupation
soussigné, pour et au nom de.....
.....
candidat ci-dessus dénommé, en son lieu
et place, déclare solennellement qu'il
possède la qualification exigée par l'article
18.

I, the undersigned.....
Surname, Christian names, address and occupation
for and in the name of.....
.....
the candidate hereinbefore nominated, in
his place and stead, solemnly declare that
he has the qualification required by sec-
tion 18.

Et je fais cette déclaration solennelle,
la croyant consciencieusement vraie et en
vertu de l'acte concernant les serments
extra-judiciaires.

And I make this solemn declaration
conscientiously believing it to be true and
in virtue of the law respecting extra-
judicial oaths.

Signé.....

Signed.....

Pris et attesté devant moi
à Québec, ce..... 19....

Taken and sworn before me
at Quebec, this....., 19....

.....
Greffier ou Greffier-adjoint

.....
Clerk or Assistant-Clerk

Certificat du chef estimateur

Certificate of Chief Assessor

JE, soussigné, chef estimateur de la cité
de Québec, certifie par les présentes que
la valeur réelle (ou locative, selon le cas)
d'après le rôle d'évaluation actuellement
en vigueur du ou des immeubles possédés
(ou occupés selon le cas) par le candidat

I the undersigned, chief assessor of the
city of Quebec, hereby certify that the real
value (or rental value, as the case may be)
according to the valuation roll presently
in force, of the immovable or immove-
ables owned (or occupied as the case may

mentionné au présent bulletin de présentation est de.....

be) by the candidate mentioned in this nomination-paper, is.....

Signé.....

Chef-estimeur

Québec, le 19....

Signed.....

Chief Assessor

Quebec, the 19....

Certificat du trésorier de la cité

Certificate of City Treasurer

JE, soussigné, trésorier de la cité de Québec, certifie que le candidat ci-dessus dénommé, ne doit rien à la cité de Québec pour cotisations, taxes ou redevances quelconques, ou pour quelque autre considération que ce soit au 30 avril dernier.

I the undersigned, treasurer of the city of Quebec, certify that the hereinbefore nominated candidate is not indebted to the city of Quebec for assessments, taxes or any dues or other consideration whatsoever, up to the 30th of April last.

Signé.....

Trésorier de la cité

Québec, le 19....

Signed.....

City Treasurer

Quebec, the 19....

*Acceptation du bulletin de présentation
par le greffier de la cité*

*Acceptance of Nomination-paper
by the City Clerk*

JE, soussigné, greffier de la cité de Québec, déclare que je considère valide le présent bulletin de présentation.

(Le greffier devra inscrire de sa main le mot « admis » et signer.)

I the undersigned, clerk of the city of Quebec, declare that I consider this nomination-paper to be valid.

(The clerk shall enter in his own hand the word "accepted" and sign.)

Signé.....

Greffier de la cité

Québec, le 19....

Signed.....

City Clerk

Quebec, the 19....

*Rejet du bulletin de présentation
par le greffier de la cité*

*Rejection of Nomination-paper
by the City Clerk*

JE, soussigné, greffier de la cité de Québec, déclare que je rejette le présent bulletin de présentation pour les motifs suivants:.....

(Le greffier doit inscrire de sa main le mot "rejeté" et signer.)

I the undersigned, clerk of the city of Quebec, declare that I reject this nomination-paper, for the following reasons:.....

(The clerk shall enter in his own hand the word "rejected" and sign.)

Signé.....

Greffier de la cité

Québec, le 19....

Signed.....

City Clerk

Quebec, the 19....

Endos de la formule « A-2 »

CITÉ DE QUÉBEC

ÉLECTIONS MUNICIPALES

*Bulletin de présentation d'un*C A N D I D A T
à la charge de maire.....
Candidat

Reverse of Form "A-2"

CITY OF QUEBEC

MUNICIPAL ELECTIONS

*Nomination-paper of a*C A N D I D A T E
for the office of mayor.....
Candidate

CÉDULE A-3

CITÉ DE QUÉBEC

ÉLECTIONS MUNICIPALES

*Bulletin de présentation à la charge
de conseiller*NOUS, soussignés, électeurs municipaux
de la cité de Québec, dûment qualifiés,
nommons par les présentesM.
Nom et prénoms.....
*Occupation*comme candidat à la charge de conseiller
pour le siège numéro. du district
.....
de la cité de Québec.

Québec, le 19....

SCHEDULE A-3

CITY OF QUEBEC

MUNICIPAL ELECTIONS

*Nomination-paper for the office
of councillor*WE the undersigned, duly qualified mu-
nicipal electors of the city of Quebec,
hereby nominateMr.
Surname and Christian names.....
*Occupation*as a candidate for the office of councillor
for seat number
of the district
of the city of Quebec.

Quebec, the 19....

	Nom — Name	Adresse sur la liste électorale — Address on the electoral list	Cens électoral selon les art. 35 ou 38 — Electoral qualification under sec. 35 or 38	Numéro de l'arrondissement de votation — Number of the polling subdivision	Numéro consécutif de l'électeur — Elector's Consecutive number
1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17

Note: Il faut indiquer le numéro de l'arrondissement de même que le numéro consécutif qui est inscrit à la suite du nom de l'électeur sur la liste électorale pour au moins six des signataires.

Note: The number of the subdivision and the consecutive number entered after the name of the elector on the electoral list must be given for at least six of the signatories.

JE, soussigné, déclare que je connais au moins six signataires de ce bulletin de présentation, et qu'ils ont respectivement

I, the undersigned, declare that I know at least six signatories of this nomination-paper, and that they have respectively

signé, en ma présence, de leur signature
ou marque, selon le cas, ledit bulletin.

signed the said paper with their signatures
or marks, as the case may be, in my
presence.

Signé.....

Signed.....

Assermenté devant moi

Sworn before me

ce.....ème jour de.....19....

this.....day of....., 19....

Signé.....

Signed.....

*Greffier de la cité
ou Greffier-adjoint*

*City Clerk
or Assistant-clerk*

Consentement du candidat

Candidate Consent's

JE, soussigné, candidat ci-dessus dé-
nommé consens à ladite présentation.

I the undersigned, the candidate here-
inbefore nominated, consent to the said
nomination.

Signé.....

Signed.....

Candidat

Candidate

Québec, le.....19....

Quebec, the.....19....

Consentement pour le candidat

Consent on behalf of the Candidate

(On emploiera cette formule lorsqu'en
l'absence du candidat une personne se
déclarant autorisée par lui signera le con-
sentement.)

(This form shall be used whenever a per-
son claiming to be authorized by the candi-
date signs the consent in his absence.)

JE,.....

I, the undersigned.....

Nom, prénoms, adresse et occupation

Surname, Christian names, address and occupation

soussigné, déclare que je suis autorisé
par.....
candidat ci-dessus dénommé, à signer le
présent consentement et en conséquence
consens pour ledit candidat à ladite pré-
sentation.

declare that I have been authorized by
.....
the candidate hereinbefore nominated, to
sign this consent, and accordingly I con-
sent to the said nomination for the said
candidate.

Signé.....

Signed.....

Québec, le.....19....

Quebec, the.....19....

Déclaration solennelle du candidat

Candidate's solemn declaration

JE,.....
candidat ci-dessus dénommé, déclare so-
lennellement que je possède la qualifica-
tion exigée par l'article 18.

I,.....
the candidate hereinbefore nominated,
solemnly declare that I have the qualifica-
tions required by section 18.

Et je fais cette déclaration solennelle,
la croyant consciencieusement vraie et en

And I make this solemn declaration
conscientiously believing it to be true

vertu de l'acte concernant les serments
extra-judiciaires.

and in virtue of the law respecting extra-
judicial oaths.

Signé.....

Candidat

Pris et attesté devant moi
à Québec, ce.....19....

.....
Greffier ou Greffier-adjoint

Signed.....

Candidate

Taken and sworn before me
at Quebec, this....., 19....

.....
Clerk or Assistant-clerk

*Déclaration solennelle au nom
du candidat*

(On emploiera cette formule lorsqu'une
autre personne que le candidat fera la déclara-
tion.)

JE,
Nom, prénoms, adresse et occupation
soussigné, pour et au nom de.....

.....
candidat ci-dessus dénommé, en son lieu
et place, déclare solennellement qu'il
possède la qualification exigée par l'article
18.

Et je fais cette déclaration solennelle,
la croyant consciencieusement vraie et en
vertu de l'acte concernant les serments
extra-judiciaires.

Signé.....

Pris et attesté devant moi
à Québec, ce.....19....

.....
Greffier ou Greffier-adjoint

Certificat du chef estimateur

JE, soussigné, chef estimateur de la cité
de Québec, certifie par les présentes que
la valeur réelle (ou locative, selon le cas)
d'après le rôle d'évaluation actuellement
en vigueur du ou des immeubles possédés
(ou occupés selon le cas) par le candidat
mentionné au présent bulletin de présen-
tation est de.....

Signé.....

Chef-estimateur

Québec, le.....19....

*Solemn declaration on behalf
of the candidate*

(This form shall be used whenever a per-
son other than the candidate makes the
declaration.)

I, the undersigned.....
Surname, Christian names, address and occupation
for and in the name of.....

.....
the candidate hereinbefore nominated, in
his place and stead, solemnly declare that
he has the qualification required by sec-
tion 18.

And I make this solemn declaration
conscientiously believing it to be true and
in virtue of the law respecting extra-
judicial oaths.

Signed.....

Taken and sworn before me
at Quebec, this....., 19....

.....
Clerk or Assistant-clerk

Certificate of Chief Assessor

I the undersigned, chief assessor of the
city of Quebec, hereby certify that the real
value (or rental value, as the case may be)
according to the valuation roll presently
in force, of the immovable or immove-
ables owned (or occupied as the case may
be) by the candidate mentioned in this
nomination-paper, is.....

Signed.....

Chief Assessor

Quebec, the.....19....

Certificat du trésorier de la cité

JE, soussigné, trésorier de la cité de Québec, certifie que le candidat ci-dessus dénommé, ne doit rien à la cité de Québec pour cotisations, taxes ou redevances quelconques, ou pour quelque autre considération que ce soit au 30 avril dernier.

Signé.....
Trésorier de la cité

Québec, le 19....

Certificate of City Treasurer

I the undersigned, treasurer of the city of Quebec, certify that the hereinbefore nominated candidate is not indebted to the city of Quebec for assessments, taxes or any dues or other consideration whatsoever, up to the 30th of April last.

Signed.....
City Treasurer

Quebec, the 19....

*Acceptation du bulletin de présentation
par le greffier de la cité*

JE, soussigné, greffier de la cité de Québec, déclare que je considère valide le présent bulletin de présentation.

(Le greffier devra inscrire de sa main le mot « admis » et signer.)

Signé.....
Greffier de la cité

Québec, le 19....

*Acceptance of Nomination-paper
by the City Clerk*

I the undersigned, clerk of the city of Quebec, declare that I consider this nomination-paper to be valid.

(The clerk shall enter in his own hand the word "accepted" and sign.)

Signed.....
City Clerk

Quebec, the 19....

*Rejet du bulletin de présentation
par le greffier de la cité*

JE, soussigné, greffier de la cité de Québec, déclare que je rejette le présent bulletin de présentation pour les motifs suivants:.....

(Le greffier doit inscrire de sa main le mot « rejeté » et signer.)

Signé.....
Greffier de la cité

Québec, le 19....

*Rejection of Nomination-paper
by the City Clerk*

I the undersigned, clerk of the city of Quebec, declare that I reject this nomination-paper, for the following reasons:.....

(The clerk shall enter in his own hand the word "rejected" and sign.)

Signed.....
City Clerk

Quebec, the 19....

Endos de la formule « A-3 »

CITÉ DE QUÉBEC

ÉLECTIONS MUNICIPALES

*Bulletin de présentation d'un*CANDIDAT
à la charge de conseiller

Reverse of Form "A-3"

CITY OF QUEBEC

MUNICIPAL ELECTIONS

*Nomination-paper of a*CANDIDATE
for the office of councillor.....
Candidat

Siège numéro.....

District.....

.....
Candidate

Seat number.....

District.. ..

CÉDULE C

SCHEDULE C

*Relative à l'article 83**In connection with section 83*SERMENT PRÊTÉ PAR LES GREFFIERS DE
BUREAUX DE VOTATION

OATH TO BE TAKEN BY POLL-CLERKS

Je, A. B., jure que je remplirai fidèlement, ponctuellement et impartialement, au meilleur de ma capacité, les devoirs de greffier de bureau de votation à l'élection qui aura lieu le jour de courant. Ainsi, Dieu me soit en aide.

I, A. B., swear that I will faithfully, punctually and impartially to the best of my ability, fulfil the duties of poll-clerk at the election which is to be held on the day of instant. So help me God.

CÉDULE E

*(Article 86)*BULLETIN DE VOTE POUR L'ÉLECTION DU
CONSEILLER AU SIÈGE NUMÉRO

SCHEDULE E

*(Section 86)*BALLOT-PAPER FOR ELECTION OF
COUNCILLOR FOR SEAT NO.

Election pour le district Election for	District	1	ADAM, Pierre, marchand—merchant	
		2	BEAUDOIN, Alexandre, cordonnier—shoemaker	
		3	MONGEON, Jacques, notaire—notary	X

No	
Cahier de votation Poll Book	
No.	
<i>Initiales du président</i>	
<i>Initials of presiding officer</i>	

CÉDULE H

Relative à l'article 95

SERMENT PRÊTÉ PAR LES VOTANTS

Je jure que je me nomme (*citer le nom*) et que je suis la personne nommée dans la copie de la liste des électeurs pour l'élection du maire ou des conseillers pour le district (*citer le district*) de la cité de Québec, pour les élections municipales, qui m'est montrée; que j'ai réellement droit de voter et n'ai pas déjà voté à cette élection pour le maire ou pour aucun conseiller; que je n'ai reçu, directement ou indirectement, aucun argent, billet ou promesse, ni récompense pour mon vote et que les cotisations, taxes et redevances dues par moi n'ont été payées en tout ou en partie par aucune personne, pour m'induire à voter pour aucun candidat à cette élection et que je suis âgé d'au moins dix-huit ans et suis citoyen canadien. Ainsi, Dieu me soit en aide.

Entrée en
vigueur.

97. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction, sauf les articles 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 60, 61, 62, 63, 64, 68, 69, 70, 72, 84 et 85 qui entreront en vigueur le 1er décembre 1965.

SCHEDULE H

In connection with section 95

VOTERS' OATH

I swear that my name is (*give the name*) and that I am the person named in the copy of the voters' list for the election of mayor or councillors for (*here insert the district*) district of the city of Quebec, for the municipal elections, which is now shown to me; that I really have the right to vote; that I have not voted at this election for mayor or for any councillor; that I have not received, either directly or indirectly, any money, note or promise, or any reward for my vote; that the taxes, assessments, or rates due by me have not been paid, in whole or in part, by any person to induce me to vote for any candidate at this election, and that I am at least eighteen years of age and a Canadian citizen. So help me God.

97. This act shall come into force ^{Coming} on the day of its sanction, except sec- ^{into force.} tions 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 60, 61, 62, 63, 64, 68, 69, 70, 72, 84 and 85 which shall come into force on the 1st of December 1965.